

FACE À LA POLITIQUE DE NORMALISATION ET DE RÉPRESSION DU MAKHZEN

LE FRONT SOCIAL NE DÉCOLÈRE PAS AU MAROC

Page 16

FAF

**AMARA
A-T-IL FAIT
SES ADIEUX
AUX FENNECS ?**

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4521 | Lundi 6 juin 2022 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

UTILISATION DE GAZ
CHIMIQUES PAR L'ARMÉE
FRANÇAISE

**APPEL À
L'OUVERTURE
DES ARCHIVES**

Page 3

**LAMAMRA PREND PART À UNE RÉUNION DU GROUPE
DE CONTACT ARABE**

LA CRISE UKRAINIENNE AU MENU

Page 3



MILITANT DE LA CAUSE ALGÉRIENNE



**LE BUSTE DE MAURICE
AUDIN INAUGURÉ À ALGER**

Page 3

■ PROGRAMME LPL

**LANCEMENT DES
INSCRIPTIONS À ALGER**

Page 4

■ LA COMMISSION DE DISCIPLINE
ENTRE EN SCÈNE

**LE GRAND MÉNAGE
AU FLN**

Page 3

■ EXAMEN DU BEM

**740.000 CANDIDATS
FACE À LEURS COPIES**

Page 5



3

*individus poursuivis
dans plusieurs
affaires interpellés
à Alger.*

13

*nouveaux
laboratoires de
contrôle de la qualité
à travers le pays.*

850 000

*quintaux de céréales
prévus dans la wilaya
de Djelfa.*

L'Etusa met en place un programme spécial-été

L'Etusa lance un programme spécial pour la saison estivale. Ainsi, 6 bus seront dédiés aux navettes - Nozha - reliant la gare routière Caroubler vers le parc d'attraction de Ben-Aknoun, le Jardin d'essai et le Monument des Martyrs. En outre, l'Etusa a programmé, dans le cadre de son Plan bleu, des dessertes vers les plages à partir des zones urbaines, y compris les nouvelles citées AADL, à travers 5 lignes régulières à partir de la place du 1^{er}-Mai de la station du 2-Mai, la station de la place des Martyrs, celle de Chevalley enfin citée Chaïbia vers plage Aïn-Benian. L'Etusa prévoit également l'exploitation de 10 lignes spéciales, dont la tranche horaire sera de 8 h à 20 h. Il s'agit des lignes reliant différents sites d'habitation vers les plages du littoral Est et Ouest. Concernant les lignes de transport régulier, le service du jour s'étalera de 6 h 15 à 19 h avec une couverture de 122 lignes avec 285 bus, alors que le service de nuit est prévu de 19 h à 00 h 50 avec une couverture de 21 lignes et 21 bus.



Le sportif Ali Zerfaoui ralliera à pied Oran à partir de Tébessa



Le sportif tébessi, Mohamed-Ali Zerfaoui, a pris le départ, lundi dernier, depuis le siège de la direction locale de la jeunesse et des sports de Tébessa, pour réaliser le défi de parcourir à pied une distance de 1.066 km en passant par 11 wilayas avant d'arriver dans la wilaya d'Oran. Dans une déclaration à l'APS, Mohamed-Ali Zerfaoui, âgé de 37 ans, éducateur principal d'activités physiques à la direction de la jeunesse et des sports et également entraîneur de basket, a indiqué qu'il a décidé de "relever le défi de parcourir 1.066 km à pied de Tébessa jusqu'à la wilaya d'Oran à l'occasion de l'organisation de la 19^e édition des Jeux méditerranéens dans le but de bien représenter la wilaya de Tébessa sur les plans local et national". Il n'a pas manqué d'évoquer son attachement à la marche à pied avec des amis, un groupe de sportifs, sillonnant à pied les différentes régions de la wilaya de Tébessa pour découvrir leur beauté et apprécier l'air pur tout en pratiquant leur hobby, Mohamed-Ali Zerfaoui a indiqué qu'il ambitionne d'organiser une excursion le long du littoral algérien d'El-Tarf à Tlemcen.

Le ministère de la Santé prépare un guide contre le tabagisme

Le directeur chargé des maladies non transmissibles à la direction générale de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, le professeur Youcef Terfani a indiqué à l'APS que "le ministère de la Santé est en passe d'élaborer un guide spécial pour la prise en charge des personnes accros au tabagisme en vue de les encourager à y renoncer", expliquant dans ce cadre, que la "propagation du coronavirus et le confinement à domicile, avec la fermeture de certains bureaux de tabac a contribué à réduire le nombre des fumeurs". Selon les différentes enquêtes réalisées par le ministère de la Santé, 16 % des personnes parmi la catégorie d'âge allant entre 18 et 65 ans s'adonnent au tabagisme, tandis que 8 % des personnes de cette catégorie consomment la chique. Le professeur Terfani a, par ailleurs, indiqué que la "lutte contre le tabagisme requiert la conjugaison des efforts des différents secteurs, relevant que la mission du ministère de la Santé consiste à renforcer la prévention et la sensibilisation aux dangers de ce fléau, ainsi qu'à aider les fumeurs à renoncer à ce fléau, à travers 52 unités consacrées par le ministère à cet effet".



Elizabeth Moore Aubin, ambassadrice des États-Unis en Algérie

"L'ambassade a un programme de coopération avec le ministère de l'Enseignement supérieur pour promouvoir et développer l'enseignement de la langue anglaise dans les programmes universitaires..."

D
I
X
I
T

"Mayonnaise cafés" : mayo à toutes les sauces

Les Japonais ont une passion pour la mayonnaise, surtout quand celle-ci vient de chez Kewpie, à tel point que Kewpie a annoncé l'ouverture de "mayonnaises cafés" à Tokyo et Nagoya. Au menu... du poulet mariné dans de la mayonnaise, des omelettes à la mayo, des sandwiches thon-mayonnaise, des salades et bien sûr les inimitables œufs durs à la mayonnaise. Que de produits... diététiques donc, et on ose à peine imaginer à quoi peuvent bien ressembler les desserts...

Un avion fait demi-tour pour débarquer un passager... rôleur

Un passager du vol Hawaiian Airlines Flight 7 reliant Las Vegas à Honolulu s'est, semble-t-il, montré très déplaisant avec le personnel navigant après avoir réclamé une couverture. S'en est suivie une discussion houleuse. Le pilote a fait demi-tour, alors que l'avion s'apprêtait à survoler l'océan Pacifique, et sollicité un atterrissage en urgence à Los Angeles.

LAMAMRA PREND PART À UNE RÉUNION DU GROUPE DE CONTACT ARABE

La crise ukrainienne au menu



Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a participé hier à une réunion du groupe de contact arabe créé pour suivre la guerre en Ukraine.

PAR LAKHDARI BRAHIM

La réunion, en visioconférence, s'est tenue, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, avec la participation des chefs de la diplomatie de l'Égypte, des Emirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Soudan et de la Jordanie. Ahmed Abou El Gheit, secrétaire général de la Ligue arabe, a pris part à cette réunion de concertation, coordonnées à partir du Caire.

"Les travaux de cette réunion ont porté sur l'examen de l'évolution de la crise en

Ukraine et l'étude des moyens pour le groupe de poursuivre son rôle de contribution aux efforts diplomatiques internationaux visant à permettre aux deux parties au conflit de parvenir à une solution pacifique, tout en travaillant en parallèle pour atténuer les répercussions de la crise et ses retombées sur les pays arabes, notamment en matière de sécurité alimentaire", est-il précisé dans le même communiqué. *"Cette étape s'inscrit dans le prolongement de la visite du groupe début avril 2022 à Moscou et Varsovie et des contacts qu'il a eus avec les ministres des Affaires étrangères de Russie et d'Ukraine",* est-il ajouté.

"Une solution diplomatique à la crise ukrainienne"

Le groupe de contact arabe a été créé, pour rappel en mars 2022 au Caire, pour tenter une médiation entre toutes les parties impliquées dans la guerre en Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022, aux fins

d'arriver à *"une solution diplomatique à la crise"*.

Les pays arabes, comme l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, la Libye, le Liban, l'Irak et les Émirats arabes unis, sont de gros importateurs de céréales de Russie et d'Ukraine. Ils craignent pour leur sécurité alimentaire si la guerre se poursuit en Europe sans perspectives de solution politique ou diplomatique. Une guerre qui a provoqué la hausse des prix du blé et de l'huile de tournesol et freiné les livraisons de céréales.

Les pays arabes, gros producteurs de gaz et de pétrole, peuvent devenir un recours pour les Européens aux fins d'assurer leur sécurité énergétique fortement menacée. L'Union européenne, qui entend limiter la dépendance au gaz russe, déploie de grands efforts diplomatiques et politiques pour trouver de nouveaux fournisseurs en hydrocarbures au vieux continent avant l'hiver prochain.

L. B.

LA COMMISSION DE DISCIPLINE ENTRE EN SCÈNE

Le grand ménage au FLN

PAR KAMAL HAMED

Apparemment, les grandes manœuvres ont commencé au parti du FLN. En perspective de la tenue du prochain congrès, les luttes intestines ont en effet repris de plus belle.

Abou El Fadl Baadji, le secrétaire général du parti, veut sans aucun doute d'ores et déjà baliser le terrain dans l'espoir de conforter sa mainmise et de prendre de l'avance sur ses concurrents dans la course qui se dessine.

Pour ce faire, Baadji veut sévir contre tous ses détracteurs, soit en les réduisant au silence ou carrément en les éliminant des structures du parti.

Il a ainsi actionné la commission de discipline. Cette dernière, très discrète et effacée en général, a été en effet destinataire de nombreux dossiers de cadres et de militants réfractaires à la ligne politique qu'impose le secrétaire général et ses alliés au parti.

Des députés et sénateurs font partie de ceux qui sont dans la ligne de mire de Baadji, par la commission de discipline interposée. Il est ainsi question d'une

vingtaine de cadres à qui ont été adressées des convocations à l'effet de comparaître devant cette commission statutaire du parti.

La plupart, pour ne pas dire tous, font partie notamment du comité central, la plus haute instance entre deux congrès. Ces derniers accusent d'ailleurs le secrétaire général d'instrumentaliser la commission de discipline juste pour les écarter de la préparation des travaux du prochain congrès.

D'ailleurs ils lui reprochent aussi de les avoir totalement écartés de la commission de préparation de ce conclave. Une commission de préparation qui a été, pour rappel, instituée il y a une quinzaine de jours. Lors de cet événement Abou El Fadl Baadji a d'ailleurs récusé toutes les accusations de ses adversaires selon lesquelles il les avait écartés de cette commission alors qu'ils jouissaient du statut de membre du comité central.

Selon lui en effet tous les membres du comité central sont de fait membres de la commission de préparation du congrès et ce, conformément aux statuts et au règlement intérieur du parti. Il a tenu à préciser

qu'ils ont justement enfreint les règles du parti. Il s'agit, selon lui, de tous ceux qui se sont présentés sur des listes rivales et indépendantes lors des élections législatives, locales et sénatoriales qui se sont déroulées ces derniers temps. Baadji a aussi fait savoir que ladite commission *"aura une grande responsabilité en termes de bonne préparation du prochain congrès qui sera fédérateur et décisif"*. Ce congrès *"est à même de tracer la feuille de route du parti pour la période à venir"*, a-t-il ajouté.

Il est resté évasif sur la date de la tenue de ce 11^e congrès en soutenant que cela *"relevait des prérogatives du comité central"*. En somme, c'est au comité central de fixer la date du congrès qui pourrait avoir lieu, selon certains observateurs, avant la fin de l'année en cours.

En tout cas d'ici là Baadji, si tout fonctionne comme prévu, aura déjà fait le vide en écartant tous les opposants. Mais même avec cela il n'est pas sûr, estiment des analystes, de se maintenir à son poste le choix du secrétaire général du FLN obéit à d'autres considérations.

K. H.

MILITANT DE LA CAUSE
ALGÉRIENNE

Le buste de Maurice Audin inauguré à Alger

Le buste de Maurice Audin, militant de la cause algérienne assassiné par l'armée coloniale française, a été inauguré hier à la place Audin à Alger, et ce à la veille de la commémoration du 65^e anniversaire de sa tragique disparition. L'inauguration s'est déroulée en présence de Pierre Audin, fils de Maurice Audin et président de l'association Josette-et-Maurice-Audin, Pierre Mansat, le wali d'Alger, Ahmed Maabed, des autorités locales et militaires et des citoyens. Le fils du militant de la cause algérienne a exprimé sa *"fierté de se retrouver sur cette place qui porte le nom de son père, un partisan de l'indépendance de l'Algérie"*, a-t-il souligné. Pour le wali d'Alger, il s'agit d'un jour *"important"* qui confirme la consécration de *"la grandeur et la bravoure de Maurice Audin qui a sacrifié sa vie pour la cause algérienne"*.

UTILISATION DE GAZ
CHIMIQUES PAR L'ARMÉE
FRANÇAISE

Appel à l'ouverture des archives

L'historien Français, Christophe Lafaye, a réitéré avant-hier à Alger, la nécessité d'*"ouvrir les archives pour faire la lumière sur la guerre des grottes qu'a menée la France coloniale dans le silence"* contre les Algériens durant la guerre de Libération. Invité du forum *El Moudjahid*, le spécialiste de l'histoire contemporaine a estimé que les Algériens morts asphyxiés dans des grottes par des gaz toxiques sont *"rarement identifiés"*, ce qui nécessite l'ouverture des archives pour l'identification de ces sites qui servaient de refuge pendant la guerre de Libération.

"Des milliers de sites contenant des corps portés disparus pourraient faire l'objet d'une investigation pour leur identification", a-t-il relevé d'où *"la nécessité de retrouver les cartes permettant l'exploitation de ces sites"*, a-t-il ajouté.

A partir de 1956, l'armée française a mené en Algérie *"une guerre souterraine"* en utilisant des gaz toxiques dans ces grottes transformées notamment en des lieux de combats, d'infirmerie pour les moudjahidine, mais aussi des refuges pour la population. En avril dernier, des personnalités françaises dont des historiens, ont lancé un appel aux autorités de leur pays pour que les archives sur le recours aux armes chimiques par l'armée française dans des grottes en Algérie soient ouvertes et consultables.

De son côté, l'ancien membre du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), Daho Ould Kablia, a estimé qu'en dépit des efforts consentis jusque-là, *"le travail de mémoire lui reste beaucoup de choses pour arriver à la vérité"*, ajoutant que *"toutes les souffrances qu'a endurées le peuple sont encore vivantes dans nos chairs"*.

R. N.

AÉROPORT DE LONDRES

Arrestation d'un steward d'Air Algérie

Après l'épisode des deux cadavres retrouvés à bord d'un des avions d'Air Algérie, celle-ci se voit faire la une des médias avec une nouvelle affaire. En effet, il s'agit d'un incident qui nuit une nouvelle fois à l'image du transporteur aérien national. Le 4 juin 2022, un agent travaillant à bord d'Air Algérie, qui est notamment un steward, a été arrêté à l'aéroport d'Heathrow, à Londres en Angleterre. Les forces de sécurité britannique à l'aéroport de Londres ont procédé à l'arrestation du prévenu. Selon ce qui a été confirmé par une source au sein de l'établissement de gestion des services aéroportuaires d'Algérie au journal *El Khabar*, le steward interpellé serait impliqué dans une affaire de possession et de trafic d'objets de valeur. Il s'agit visiblement d'articles non déclarés, qui auraient été volés sur le territoire français. Les autorités concernées ont entamé une enquête. Pour rappel, une autre affaire similaire a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, le mois d'octobre 2021. Et dont les acteurs sont quatre stewards du transporteur aérien Air Algérie. En effet, un réseau responsable du vol et du trafic des téléphones portables a été démantelé.

TRONÇON DU TRAMWAY
RELIAIT CAROUBIER
À RUISSEAU**Reprise de l'exploitation**

L'Entreprise du métro d'Alger (EMA) a annoncé, hier dans un communiqué, la reprise depuis hier samedi, de l'exploitation du tramway d'Alger sur le tronçon reliant Caroubier à Ruisseau. A cet effet, la ligne du tramway d'Alger reprend son service sur toute la ligne. L'EMA et la société chargée de l'exploitation et de la maintenance des tramways algériens (Setram) expliquent que cette reprise intervient suite à la fin des travaux engagés par la circonscription administrative d'Hussein-Dey au niveau de la rue Tripoli. A rappeler que l'exploitation du tramway d'Alger sur le tronçon reliant Caroubier à Ruisseau était suspendue depuis jeudi 19 mai dernier, en raison des travaux de démolition d'une bâtisse au niveau de la rue Tripoli, entrepris par la circonscription administrative d'Hussein-Dey. Des bus de substitution de l'Etusa étaient mis en place durant toute la période de l'arrêt d'exploitation de ce tronçon.

R. N.

POLLUTION, CLIMAT ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les engagements de l'Algérie

L'Algérie va traduire des engagements concrets en matière de préservation de l'environnement. Les dossiers urgents sont le changement climatique, la lutte contre la pollution sous toutes ses formes et la promotion des énergies renouvelables.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Suite à la participation algérienne à la Conférence internationale de la protection de l'environnement qui s'est déroulée le 3 et 4 juin en Suède, les autorités du pays ont tenu à s'engager pleinement sur ce front. D'abord, la question préoccupante du changement climatique et au-delà des aléas naturels, l'Algérie va traduire dans son PNC (plan national du climat) l'adaptation en se focalisant à réduire tout type d'industrie polluante en commençant à limiter certaines industries comme celle du ciment, des fers amiantés et celles qui polluent l'atmosphère. Selon ce plan, il est indiqué que "l'Algérie va produire son énergie électrique à 27 % à l'horizon 2030 soit 22.000 méga watt" en plus de l'industrie de recyclage de tous les produits de transformation à travers ce qu'on appelle désormais l'économie verte. En termes concrets, certains types de construction seront décidément interdits à l'usage à partir de l'année prochaine. Pour l'industrie automobile, le carburant diesel est banni d'entrée et ne se fait plus servir dans les stations d'essence à l'instar du carburant contenant du plomb qui est interdit d'usage depuis 2021. Sur le front des énergies renouvelables et bien que les actions soient toujours au stade embryonnaire, les autorités en charge de ce dossier parlent d'une économie qui peut générer 100 millions de dollars par an sans compter les emplois qui seront créés. Les actions concrètes, traduites jusque-là, sont dans le photovoltaïque avec la consécration de plus de 50 com-



munes qui fonctionnent à l'énergie solaire. Ce n'est qu'un début car la généralisation de cette forme d'énergie exige selon les experts "des budgets conséquents pour la fabrication des plaques solaires et une adaptation des bâtis selon certaines règles en respect avec l'environnement". L'autre action, et non des moindres, est celle de la protection du littoral. Le nettoyage et l'assainissement des plages se déroulent toute l'année où des tonnes de détritus sont enlevées. Actuellement, l'Agence nationale de protection du littoral veille au grain sur l'importance de préserver les rivages et les sites historiques à proximité de la mer. Il est maintenant interdit de construire à plu-

sieurs mètres des plages et chaque propriétaire ou promoteur immobilier doit se conformer aux nouvelles règles contenues dans le permis de construire sous peine de poursuites judiciaires des contrevenants. Pour les rejets des déchets en pleine nature, une loi qui existe depuis une vingtaine d'années est claire pour son interdiction. Pourtant, il se trouve dans des endroits à la périphérie des villes, ceux qui déversent leurs déchets sans vergogne. Les pouvoirs publics vont augmenter la création de décharges publiques aux normes afin d'éviter l'impact insidieux sur la santé publique résultant de ces comportements inciviques.

F. A.

AMÉNAGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL DURANT LA SAISON ESTIVALE:

Algérie Télécom au service de l'intérêt général

PAR IDIR AMMOUR

Les températures élevées enregistrées depuis la fin mai à ce jour dans la plupart des wilayas du pays, et qui dépassent les normales saisonnières, ont conduit les gens à soulever la question, notamment sur les réseaux sociaux, qu'en sera-t-il de notre sort durant la saison estivale? Algérie Télécom, fidèle à la tradition, celle de servir l'intérêt général, a décidé un instant de prendre en charge les doléances de ses clients, en attendant que les autres lui emboîtent le pas. En effet l'entreprise informe sa clientèle que les horaires de ses agences commerciales changent pour

s'adapter à la saison estivale, indique un communiqué de l'opérateur. Algérie Télécom, "a le plaisir de porter à la connaissance de son aimable clientèle le passage de ses agences commerciales à l'heure d'été", a-t-elle annoncé. Selon la même source, les horaires de travail des agences commerciales d'Algérie Télécom sont fixés de 8 h à 19 h pour celles situées dans les régions nord du pays, du 1er juin au 30 septembre 2022. Pour celles situées dans les régions sud du pays, elles sont fixées de 7 h à 12 h et de 16 h à 20 h. "Les points de présence d'Algérie Télécom seront, également, ouverts du dimanche au jeudi, de 8 h à 16 h 30 pour le Nord et de 7

h à 14 h pour le Sud", précise le communiqué. Par ailleurs, "une permanence sera assurée au niveau des points de présence pour la journée du samedi, conformément aux horaires appliqués durant les autres jours de la semaine", conclut le communiqué. L'aménagement des horaires de travail, décidé "à titre exceptionnel", constitue un important acquis et un soulagement pour les citoyens qui fréquentent les administrations, et cela sera bien agréable de pouvoir profiter de la fraîcheur des premières heures de la matinée, tout en permettant d'assurer le service public dans de bonnes conditions.

I. A.

PROGRAMME LPL

Lancement des inscriptions à Alger

L'entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) a dévoilé hier la date du début des inscriptions au programme de logement promotionnel libre (LPL).

L'ENPI a informé, à la dernière minute, à travers sa page officielle que tous les citoyens algériens souhaitant souscrire au programme de logement promotion-

nel et bénéficier du projet de 202 logements libres à Saïd-Hamdine, Bir-Mourad-Raïs, que les inscriptions débutent dimanche 5 juin 2022.

L'entreprise nationale de promotion immobilière a officiellement annoncé, à travers un communiqué publié sur sa page officielle, que tous les citoyens qui désirent bénéficier d'un logement (LPL),

devaient se diriger vers le site officiel de l'ENPI dont l'ouverture a eu lieu. L'ENPI stipule également que les citoyens de la wilaya d'Alger intéressés par la demande d'acquisition d'un logement promotionnel libre, doivent s'inscrire sur le site web de l'entreprise, via le lien suivant : <http://www.enpi.dz>.

Enfin, dans ce même communiqué sur sa

page Facebook officielle, l'Entreprise nationale de promotion informe tous les citoyens algériens qui veulent souscrire au logement promotionnel libre que leur site web officiel sera ouvert en tenant compte du quota des logements disponibles au niveau de la capitale.

R. N.

EXAMEN DU BEM

740.000 candidats face à leurs copies

Près de 740.000 candidats se présenteront, à partir d'aujourd'hui, aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) Session juin 2022, répartis sur 2.800 centres d'examen.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Les élèves seront examinés, trois jours durant, du 6 au 8 juin, dans 9 matières, en sus de la langue amazighe pour les élèves concernés. Pour la troisième année consécutive, ces épreuves auront lieu dans des circonstances exceptionnelles, marquées par l'adoption du protocole sanitaire et mesures préventives contre le Covid-19.

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a assuré que les épreuves du BEM porteront sur "les leçons dispensées en présentiel au niveau des établissements éducatifs", appelant les candidats à ne pas interagir avec ce qui est diffusé sur les réseaux sociaux. Il a en outre souligné que le ministère "veille à l'application rigoureuse de la loi contre les diffuseurs de faux sujets à travers les réseaux sociaux", estimant que ce phénomène nocif "est susceptible de perturber les candidats, voire les épuiser sur le plan psychophysique". A cette occasion, le ministre a exhorté les parents d'élève à "donner des conseils et orientations à leurs enfants pour les inciter à réviser et à passer leurs examens dans le calme et la sérénité".

En ce qui concerne les horaires des épreuves, les centres d'examen seront ouverts à 7 h 30 pour permettre aux candidats de présenter la carte d'identité nationale et la convocation. Les téléphones portables seront également interdits à l'entrée.

Lors d'une conférence nationale par visioconférence, le ministre a appelé à la "discipline et au respect de l'heure d'ouverture officielle des centres d'examen par les encadreurs et les candidats aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat".

Belabed a affirmé qu'il "veillera personnellement" sur le déroulement de ces deux examens, dès la réception et la sécurisation des sujets au niveau des centres d'examen, mettant en avant les nouvelles mesures prises par l'État pour la lutte contre la fraude et "l'intensification des efforts pour préserver la crédibilité des examens".

Il insisté sur l'impératif "d'assurer un climat propice aux candidats parmi les personnes aux besoins spécifiques et à ceux qui se trouvent dans des établissements hospitaliers ou dans des centres de réadaptation, tout en observant le protocole sanitaire en



vigueur". Pour rappel, le ministère de la Justice a adressé, jeudi dernier, une note de service aux procureurs généraux près les cours de justice afin de procéder à l'installation d'une cellule de veille et de suivi au niveau de chaque cour, à l'effet de "prendre les mesures nécessaires à la prévention et à la lutte contre la fraude et les fuites des sujets d'examens, notamment à travers le recours aux technologies de l'information et de la communication".

4.520 détenus passeront les épreuves du BEM

Un total de 4.520 détenus passeront à partir d'aujourd'hui, les épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) Session 2022, au niveau de 47 établissements pénitentiaires, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère de la Justice. Le coup d'envoi officiel de l'examen sera donné par le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zerh, à 8 h depuis l'établissement de rééducation et de réadaptation de Béjaïa, dans le cadre de la convention signée par le ministère de la Justice, représenté par la DG de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, et le ministère de l'Éducation nationale, représenté par l'Office national des examens et concours (Onec).

Les statistiques du ministère de la Justice ont fait état de 4.520 détenus inscrits à l'examen du BEM, au titre de l'année scolaire en cours, lesquels passeront les épreuves dans 47 établissements pénitentiaires de déroulement supervisés par l'Onec.

Les chiffres de la tutelle font ressortir, par ailleurs, 28.884 prisonniers scolarisés à distance au niveau national au titre de l'année 2021/2022, 6.399 autres inscrits aux cours d'alphabetisation et 41 dans l'enseignement supérieur dans le cadre du régime de semi-liberté. Un régime

qui, rappelle la tutelle, "autorise les détenus universitaires de joindre les bancs de l'université le matin, sans surveillance, et de rentrer le soir, suivant l'horaire fixé par l'université".

Le nombre total des détenus scolarisés, tous paliers confondus, est de l'ordre de 35.324 incarcérés, contre 44.409 inscrits en formation professionnelle et 1567 autres en formation artisanale.

Un plan spécial sécuritaire

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mis en place un plan spécial incluant une série de mesures pour assurer le bon déroulement des épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) qui débuteront aujourd'hui, a indiqué hier un communiqué de ce corps de sécurité. "Afin d'assurer le bon déroulement de l'examen du BEM, la DGSN a mis en place un dispositif sécuritaire pour veiller à la sécurisation des centres d'examen et au renforcement de la présence sur le terrain des forces de la Police et assurer l'escorte et la sécurisation du transport et de la distribution des sujets ainsi que le transfert des copies de réponses vers les centres de collecte à la fin de chaque épreuve", a précisé le communiqué. Dans le même sillage, "les équipes présentes sur le terrain assureront la fluidité du trafic routier à travers les principaux axes et routes menant aux établissements éducatifs et aux centres d'examen".

A ce titre, la DGSN appelle les conducteurs à "éviter l'arrêt et le stationnement anarchique devant les centres d'examen pour ne pas obstruer le trafic routier".

Près de 740.000 candidats se présenteront, à partir de lundi, aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) Session juin 2022, répartis sur 2.800 centres d'examen.

R. R.

HADJ 2022

Liste de vaccins anti-Covid approuvés

Le pèlerinage est l'un des 5 piliers de l'Islam, mais à cause de la propagation du Covid-19, la saison du Hadj a été suspendue pendant deux années. Le pèlerinage est de nouveau autorisé mais en respectant certaines conditions sanitaires mises en place par l'Arabie saoudite.

En effet, le ministère de la Santé de l'Arabie saoudite a approuvé 10 types de vaccins pour la saison du Hadj 1443/2022. Dans une déclaration, publiée par le ministère de la Santé de l'Arabie saoudite sur son site web, il a été confirmé que chaque pèlerin doit être vacciné par l'un des 10 vaccins présentés en respectant la dose prescrite pour chacun d'entre eux. Selon le ministère de la Santé d'Arabie saoudite, les vaccins approuvés sont Pfizer Biontech, Moderna, Oxford-AstraZeneca, ainsi que le vaccin Covofax, Novaxovide, Sinopharm, Sinovac, Covaxin et Spoutnik.

Tous ces vaccins doivent être adoptés en deux doses pour tous les pèlerins sauf pour le Johnson qui nécessite une seule dose pour pouvoir se rendre au Hadj.

Le ministère de la Santé de l'Arabie saoudite a également présenté sur son site web les différentes conditions et exigences qui concernent la santé des pèlerins qui vont se rendre en Arabie saoudite, que ce soit pour le Hadj, la Omra ou bien pour le travail saisonnier dans les zones du pèlerinage pour la saison 1443/2022.

Enfin, le ministère de la Santé de l'Arabie saoudite a partagé, sur son site web, les différentes recommandations en matière d'hébergement et de transport. Ainsi que les services et centres de santé disponibles à Al-Madina et à La Mecque pour le Hadj de cette année.

EN BANQUE ET AU MARCHÉ PARALLÈLE

Taux de change du dinar ce 5 juin

Dimanche 5 juin 2022, 1 euro s'échangeait contre 155,51 dinars à l'achat et 155,54 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échange toujours dans les environs de 214 dinars à l'achat et à 216 dinars à la vente. Le dollar américain sur le marché officiel de change reste dans les cotations de ce dimanche à 145,61 dinars à l'achat et 145,62 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il est proposé par les cambistes dans les environs de 200 dinars à l'achat et 203 dinars à la vente. Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, 1 seul pound s'échange contre 182,40 dinars à l'achat et 182,46 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, l'unité de cette monnaie reste encore plus chère, s'échangeant contre 250 dinars à l'achat et 253 dinars à la vente.

Enfin, pour ce qui est de la monnaie canadienne, 1 dollar canadien est proposé ce dimanche 5 juin 2022, dans les cotations officielles, contre 115,00 dinars à l'achat et 115,04 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échange durant cette même journée contre 151 dinars à l'achat et 154 dinars à la vente.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE ZERALDA
COMMUNE DE SOUIDANIA
NIF APC : 41000200001608501054
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15 -247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis de consultation N° 08/2021 à partir du 05/10/2021, relatif au : Acquisition des moyens de traitement et de collecte des déchets solides ménagers

que la procédure d'évaluation et d'analyse des offres élaborée conformément aux critères prévus dans le cahier des charges a donné le résultat suivant :

Projets	Entreprises	Montant de l'offre	Montant corrigé	Délai	NIF entreprise	Note	OBS
Acquisition des moyens de traitement et de collecte des déchets solides ménagers							
Lot N° 01 : Un (01) Camion à Benne Tasseuse 12M3 (±1M³)	Sarl TAKSAN	14.994.000.00	/	01 jour	001535072705749	91.80	Mieux disant
Lot N°02: Un (01) Camion à Benne Entrepreneur de 2,5 Tonnes	/	/	/	/	/	/	
Lot N° 03 : Une (01) Micro Benne de 04 M³	Entreprise Mogafi	8.925.000.00	/	01 jour	185260700172176	93.70	Mieux disant
Lot N° 04 : Une (01) Station Lavage Mobile avec nettoyeur à pression	/	/	/	/	/	/	

Les Soumissionnaires consultation le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours dans les 10 jours à compter de publication du présent avis de consultation auprès de l'autorité compétente (commission des marchés de L'APC DE SOUIDANIA) et conformément les articles et du décret présidentiel N°15 -247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ; Les Autres soumissionnaires qui sont intéressés sont invités

Midi Libre n° 4521 - Lundi 6 juin 2022 - Anep 2216 010 686

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

برج الكيفان في: 2022/05/25

ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية للدار البيضاء
بلدية برج الكيفان
الرقم: 2022/...07...
ملف رقم: 2022/ 1252

وحل تسجيل التصريح بتأسيس جمعية بلدية محلية

ذات طابع: اجتماعي

- بمقتضى القانون رقم 06/12 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 هـ الموافق

- ل: 12 جانفي 2012 المتعلق بالجمعيات المادة 08 منه

- وبناء على التعليم رقم 2020/19 المؤرخ في: 2020/05/06 الصادرة عن السيد وزير الداخلية

والعمالء المحلية و التنمية العمرانية

- بناء على محضر اللجنة البلدية المكلفة بمتابعة الجمعيات ذات الطابع المحلي المؤرخ في 2022/05/25

يسلم وحل التصريح بتسجيل جمعية محلية ذات الطابع: " اجتماعي " المسماة

جمعية النور ال بي بي علي صادق

الكائن مقرها ب: حي 476 مسكن ترقوي عمومي ع ب رقم 28 برج الكيفان- الجزائر
الممثلة في رئيسها السيد: سنبال مهدي رفيق

التأسيس القانوني للجمعية يتم بعد القيام الإجباري بشكايات الإشهار على نفقة الجمعية في جريدة يومية إعلامية واحدة على الأقل و ذات توزيع وطني وفقا لأحكام المادة (18) الفقرة (02) من القانون 06/12 المتعلق بالجمعيات.

رئيس المجلس الشعبي البلدي

Midi Libre n° 4521 - Lundi 6 juin 2022 - Anep GR

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Ghardaia

Daira de Bounoura

Commune de Bounoura

NIF : 098547109079907

Avis d'annulation d'attribution Provisoire

Conformément à la disposition du décret présidentiel n° 247-15 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés Publics et des délégations de service public la Commune de Bounoura Wilaya de Ghardaia déclare l'annulation d'attribution Provisoire des lots du marché n° 05 /2018 portant sur:

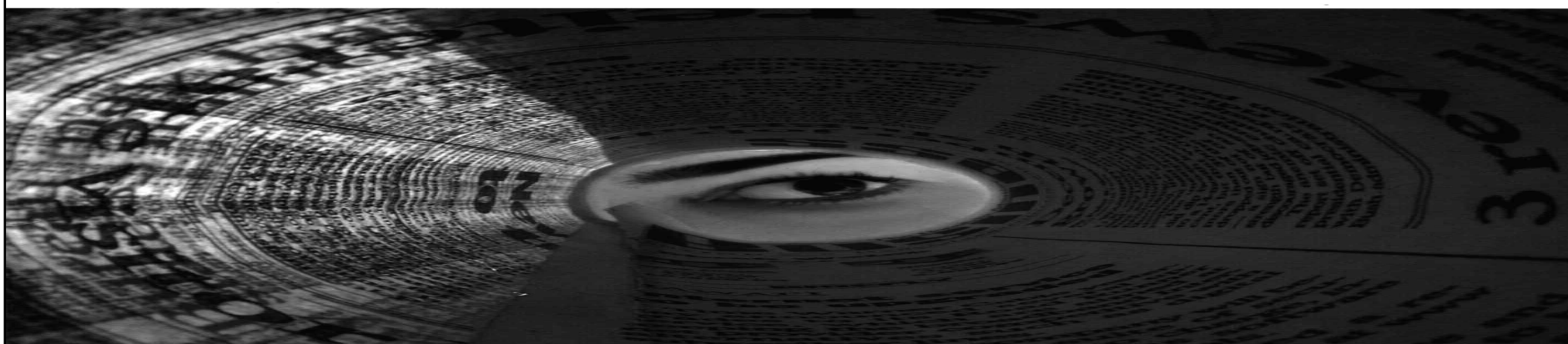
- « AMENAGEMENT URBAIN À TRAVERS LA COMMUNE DE BOUNOURA (en lots) ».

- Suite au désistement des soumissionnaires pour le lots suivants:

N° de lot	Les lots du projet	Entreprise	NIF	Montant en T.T.C	Délai	Note tch /70	Choix de l'entreprise
02	Dallage ruelles Oudjoudjen et entre les deux digues.	Babaammi Mohamed	197747100016140	5 431 036 ,51	60 jours	49.33	Moine disant
06	Elargissement et Aménagement rue des Martyres Bounoura.	Hamida Mohamed	198447010021243	6 304 516 ,40	03 mois	41	Moine disant
07	Aménagement urbain ruelles Hay Khettala 89 Bounoura.	Sarl CONSUBAT	001016098587051	2 156 935 ,60	75 jours	48.33	Moine disant
08	Aménagement rue Azouil Bounoura.	Benabderrahmane Houria	296247050038626	2 050 573 ,40	60 jours	35	Moine disant
10	Aménagement passage Hay Mourki avec réalisation des obstacles Bounoura.	Benbaada Abdelhamid	197147010021150	2 340 230 ,00	45 jours	49	Moine disant

Midi Libre n° 4521 - Lundi 6 juin 2022 - Anep 2216 010 653

MIDI
Libre



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

Dernier rapport du FMI d'avril 2022, sur le taux de croissance et le taux de chômage sur l'Algérie et les axes du redressement national, politique, économique, social et culturel 2022/2025/2030

Le dernier rapport du FMI sur l'économie algérienne de 2022 étant ambiguë, demande des éclaircissements car c'est par un fort taux de croissance sur plusieurs années que l'on résout durablement, loin des replâtrages pour une paix sociale fictive, le lancinant problème du taux de chômage et par là l'amélioration du pouvoir d'achat devant s'attaquer à la mauvaise gestion et à la corruption, réorienter les investissements vers de projets créateur de valeur ajoutée, s'insérant dans le cadre des valeurs internationales, en fait améliorer la gouvernance et valoriser le savoir.



Nouveau code d'investissement et lutte contre la bureaucratie

Dernier rapport du FMI d’avril 2022, sur le taux de croissance et le taux de chômage sur l’Algérie et les axes du redressement national, politique, économique, social et culturel 2022-2025-2030

Le dernier rapport du FMI sur l’économie algérienne de 2022 étant ambiguë, demande des éclaircissements car c’est par un fort taux de croissance sur plusieurs années que l’on résout durablement, loin des replâtrages pour une paix sociale fictive, le lancinant problème du taux de chômage et par là l’amélioration du pouvoir d’achat devant s’attaquer à la mauvaise gestion et à la corruption, réorienter les investissements vers de projets créateurs de valeur ajoutée, s’insérant dans le cadre des valeurs internationales, en fait améliorer la gouvernance et valoriser le savoir.

PAR *ABDERRAHMANE MEBTOUL

C’est par un diagnostic serein et une vision stratégique que s’élabore une politique socio-économique cohérente. Les différents projets annoncés par leur contenu, à savoir le lancement d’un nouveau programme économique pour le pays sont-ils différents de ceux pronés, virtuellement, par les gouvernements précédents? Comment va-t-on aborder la question de la relance de l’investissement, en ces moments de graves tensions géostratégiques avec l’annonce de la récession et l’inflation de l’économie mondiale et la crise alimentaire qui remet en cause la cohésion sociale, alors que perdurent encore le blocage bureaucratique, la non-réforme du système financier dans toutes ses composantes – douanes, banques, fiscalité, domaines –, du foncier, du système socioéducatif et de l’information économique qui sont autant d’obstacles empêchant la relance de l’investissement? Si les investissements algériens ne trouvent pas intérêt à aller vers la production nationale, vers la création de l’emploi, faut-il s’étonner, ou encore moins, s’attendre à ce que les investisseurs étrangers, qu’il y ait la règle du 51/49 % ou même l’inverse, fassent preuve de plus d’engagement? Pourquoi, aussi, n’arrive-t-on pas à mettre en place des politiques économiques viables ? Faut-il, pour autant, revenir au bon ministère de la Planification pour mettre de l’ordre dans ce désordre? Aura-t-on le courage, pour des raisons de sécurité nationale et non d’intérêts personnels, de faire un bilan serein de l’actuelle situation socioéconomique afin d’éviter les erreurs du passé?.

1.-Selon le FMI, dans son rapport d’avril 2022 qui part des données officielles que lui communique tout gouvernement, corrigé ensuite par des tests de cohérence, du fait sur-

tout de l’effet prix et très accessoirement de l’effet volume, les recettes additionnelles prévues si le cours des hydrocarbures - pétrole et gaz - se maintient au niveau actuel seront pour la Libye de 39 milliards de dollars, un accroissement de 74 %, l’Irak de 149 + 73 %, les Émiraties 190, + 46 %, le Koweït 84, + 46%, Qatar 84, + 40 %, le Bahreïn 11, +39 %, Oman 39, +34 %, Arabie saoudite 327, + 28 % et l’Algérie 59 milliards de dollars avec un accroissement de 28 % pour 2021. Avec une baisse en volume physique d’environ 25/30 % par rapport aux années 2006/2007, les exportations de gaz ont atteint environ 43 milliards de mètres cubes gazeux et pour le pétrole 500.000 barils/j du fait que que la consommation intérieure est presque identique aux exportations amplifiée par la politique des subventions et qui pourrait représenter cas de non accroissement de la production et d’un nouveau modèle de consommation énergétique (Mix énergétique dont l’efficacité énergétique et les énergies renouvelables) 80 % des exportations à l’horizon 2030 (voir nos interviews aux télévisions 18/24 avril 2022, *Alg24* et *France* 2). Or on continue de construire des logements selon les anciennes méthodes alors que les nouvelles techniques permettent d’économiser plus de 30 % d’énergie, et les énergies renouvelables, malgré des discours et de nombreux séminaires au 1^{er} janvier 2022 couvrent à peine 1 % de la consommation intérieure restant un long parcours pour couvrir les prévisions du ministère de l’Énergie 40 % de la consommation intérieure à l’horizon 2030. Quant aux importations de biens et services (ce dernier environ 6 milliards de dollars en 2021 contre 10/11 entre 2018/2019), elles sont estimées à 46 milliards de dollars selon le FMI, et se pose cette question : quel

sera l’impact de l’inflation mondiale en termes de balance de devises. Pour un même niveau d’importation, avec toutes les restrictions, en pondérant seulement de 50 % les prix internationaux, rappelons avant cette hausse uniquement la rubrique biens alimentaires, la crise alimentaire avec les tensions en Ukraine, qui devrait toucher bon nombre de pays, s’élevait à presque 9 milliards de dollars en 2021, le taux d’intégration en 2021 des entreprises privées et publiques ne dépassant pas 15 %, sans compter les nouveaux investissements nécessitant des devises et la partie dinars, nous aurons presque 70 milliards de dollars d’importation de biens et services si l’on veut relancer l’économie nationale, existant donc un déficit entre les recettes et les dépenses d’environ 11 milliards de dollars. Cela n’est pas propre à l’Algérie mais concerne tous les pays rentiers à économie non diversifiée ce qu’ils gagnent, en exportation d’hydrocarbures, ils le perdent en valeur d’importation, devant toujours dresser la balance de devises. Le FMI prévoit un taux de croissance pour 2022 de 2,4 % pour l’Algérie et avec une baisse du taux de chômage, ayant revu à la baisse ses projections pour les années 2022 et 2023, tablant sur un taux, de chômage respectivement, de 11,1 % et 9,8 %, alors qu’elle prédisait dans son rapport d’octobre une hausse de chômage à 14,7 % en 2021, l’estimant en 2021 à 13,4 %, du fait d’un taux de croissance en 2021 de 4 %. Le solde des transactions courantes de l’Algérie devrait s’établir à 2,9 % du PIB avant de baisser à -0,2 % du PIB en 2023, représentant -2,8 % du PIB en 2021, contre la prévision précédente d’un taux de -7,6 % du PIB. Afin de ne pas induire en erreur l’opinion publique, car les recettes des hydrocarbures pour l’Algérie représentant avec les dérivés environ 98 % de ses entrées en devises, le FMI doit nous éclairer sur la méthodologie des calculs de projection car comment avec un taux de croissance démographique entre 2020/2021 entre 1,8 et 2 % selon les données officielles, une demande d’emploi environ 350.000 à 400.000 emplois par an qui s’ajoute au taux de chômage actuel estimé en 2021 par le FMI à 13,4 % avec un tel taux de croissance, le taux de chômage peut être de 11 % en 2022 et inférieur à 10 % en 2023. Rappelons qu’un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente : un taux de croissance algérien en 2022 n’étant pas seulement un tube digestif avec la lente disparition des couches moyennes



dente faible donne cumulé un taux faible. Pour le calcul du taux de chômage a-t-on ventilé les emplois créateurs de valeur ajoutée des emplois rente qui constituent un transfert de valeur et l’emploi dans la sphère informelle à très faible productivité et a-t-on tenu compte des destructions d’emplois du fait de la crise, de la hausse des prix inputs et de la faiblesse de la demande publique via les hydrocarbures qui détermine toujours la croissance et les restrictions, uniquement pour le BTPH en 2021 plus de 500.000 emplois sans compter la léthargie de bon nombre d’autres entreprises qui fonctionnent avec un effectif réduit? Ces données du FMI ne contredisent-elles pas les règles élémentaires de l’économie où le taux d’emploi est fonction du taux de croissance et des structures des taux de productivité et c’est une loi universelle. Alors que selon la majorité des experts internationaux, il faut un taux de croissance en termes réels de 8/9 % par an sur au moins cinq années pour absorber ce flux et atténuer les tensions sociales. Attention à la vision purement monétaire où afin de préserver les réserves de change estimées à 44 milliards de dollars fin 2021, l’on bloque la machine économique, restriction des importations non ciblée, où en plus de l’inflation importée, l’instabilité juridique et surtout monétaire, accélère le processus inflationniste qui connaît en 2022 un niveau inégalée à deux chiffres, entre 50 et 100 %, le prix presque de la majorité de produits non subventionnés ayant doublé, le citoyen algérien en 2022 n’étant pas seulement un tube digestif avec la lente disparition des couches moyennes

noyau de tout développement, afin de combler artificiellement le déficit budgétaire, par la dévaluation accélérée du dinar réalisant une épargne forcée et contribuant à la détérioration du pouvoir d’achat de la majorité.

2.-Les axes politiques, économiques, sociaux et culturels du redressement national de l’Algérie 2022-2025-2030 peuvent être résumés en quatre axes directeurs, devant redonner confiance afin que les Algériens s’impliquent. **Premièrement** les axes d’action dans le domaine politique où à la question *"comment reconnaissez-vous un bon personnage politique?"*, Churchill avait répondu: *"Même s'il reste en conversation avec moi durant plus d'une heure, je ne saurai pas s'il a dit Oui ou Non"*. La communication politique doit éviter l’essoufflement et la monotonie, et que les déclarations et les gestes de responsables ne soient un objet de caricatures ou de plaisanteries, tant dans la presse que dans les espaces publics. Les Algériens souhaitent que leurs responsables leur ressemblent ; ces derniers doivent éviter d’essayer que ce soit au peuple de leur ressembler. Dans ce cadre, l’action des responsables doit s’inscrire dans le cadre d’une planification stratégique avec un suivi des résultats périodiquement, au sein d’un registre d’engagements qui un niveau inégalée à deux chiffres, entre 50 et 100 %, le prix presque de la majorité de produits non subventionnés ayant doublé, le citoyen algérien en 2022 n’étant pas seulement un tube digestif avec la lente disparition des couches moyennes

banisation anarchique faute d’une véritable politique d’aménagement du territoire; le problème des logements souvent livrés sans VRD; les infrastructures défectueuses; les malades dans les hôpitaux avec un système de santé à revoir; intégrer pour une vie décente les communautés marginalisées dans le pays profond; solutionner: la pénurie d’eau et les coupures d’électricité, le dérapage du dinar, l’inflation des produits essentiels, les points noirs de circulation; opérer un renouveau de la gestion des ambassades bureaucratiques, qui doivent donner une autre image positive de l’Algérie ; prendre en charge les doléances du Sud pour l’obtention d’emplois et, bien entendu, de la majorité des autres wilayas touchées par le chômage. Il faut que les responsables politiques à tous les niveaux, se présentent avec la modestie qu’exigent l’imaginaire et le mental algérien sans tomber dans le populisme médiatique qui serait alors contre-productif. Car la fonction ne doit pas être un privilège pour se servir, mais une lourde mission pour servir la Nation. L’opinion publique nationale se ligue normalement autour de la femme ou de l’homme rassembleur, capable de réaliser un certain accomplissement pour le pays. Le patriotisme à ne pas confondre avec le nationalisme chauviniste, peut féconder la matrice qui forge la mobilisation populaire, sous réserve toujours de la moralité car en dépit des apparences, les Algériens sont attachés à leur passé et aux défis de leur présent.

Deuxièmement, les actions sur le plan économique ne doivent pas faire la distinction entre secteur d’État et secteur privé, toutes les entreprises devant contribuer au développement national dans un cadre concurrentiel, accélérer les réformes économiques en faisant le lien direct avec les impératifs de justice sociale et placer l’Algérie comme pays pivot par rapport aux nouvelles mutations mondiales: montrer, par une communication intelligente loin de toute démagogie, chiffres à l’appui, la masse d’argent colossale dépensée et les impacts économiques et sociaux – de l’Indépendance à ce jour ; exposer des dépenses et résultats qui ont présidé à tous les organismes de création d’emplois, avec les bonifications de taux d’intérêt. Quant aux startups prestataires de services, elles ont besoin d’un marché et d’un environnement concurrentiel; Leur efficacité serait nulle à terme sans la dynamisation du tissu productif, l’élévation du niveau de qualification, et une efficacité des institutions nous retrouvant dans le même scénario des projets de l’extension ne doit pas être un privilège pour se servir, mais une lourde mission pour servir la Nation. L’opinion publique nationale se ligue normalement autour de la femme ou de l’homme rassembleur, capable de réaliser un certain accomplissement pour le pays. Le patriotisme à ne pas confondre avec le nationalisme chauviniste, peut féconder la matrice qui forge la mobilisation populaire, sous réserve toujours de la moralité car en dépit des apparences, les Algériens sont attachés à leur passé et aux défis de leur présent.

développement de l’agriculture moderne de grands espaces, afin de réduire la dépendance alimentaire extérieure (chiffres à l’appui) ; comparer la situation socio-économique avec des pays à structures et potentiels économiques comparables; développer la recherche scientifique dans le développement économique et social et sur la relation université/entreprise. Quant aux axes d’action sur le plan social, la société algérienne, comme toutes les sociétés humaines, est structurée en fonction de plusieurs paramètres sociologiques: mettre en relief l’évolution par catégories d’âge, profession, sexes, statut social, statuts religieux, statut politique. Il s’agit de redéfinir le rôle des collectivités locales à travers une réforme profonde pour pouvoir prendre en charge les besoins sociaux de la population, sans cesse croissants les centres de loisirs et de détente pour les jeunes et les familles; insister sur la protection du consommateur par des mesures réglementaires rigoureuses; la sécurité des frontières (terrorisme, trafics en tous genres), des biens et des personnes par le recrutement et la formation des agents de sécurité qui doivent s’adapter aux nouvelles technologies ; faire régner le respect de l’État de droit par tous, l’ordre afin d’éviter l’anarchie n’étant pas antinomique avec la cohésion sociale, et la démocratie tenant compte de notre authenticité; soustraire certaines activités qui étaient assurées par les collectivités locales avec des associations de quartiers, le secteur privé et développer le civisme et l’amour de la patrie, dont le rôle premier est la moralité, tant des dirigeants que des citoyens, en faisant de l’école un lieu de promotion sociale, le véritable patriotisme étant défini comme la contribution des Algériens à la valeur ajoutée nationale. Et dernier axe, un pays sans son histoire, étant comme un corps sans âme, les axes d’action sur le plan de la protection de l’environnement et le volet culturel tant pour le développement que pour les futurs comportements et besoins sociaux, avec la préservation de la biodiversité, les industries de l’avenir, dont Internet, le tourisme dans toute sa diversité, la musique, les jeux vidéo et les feuilletons TV, développer la diversité culturelle du pays et faire d’elle une richesse dont doivent profiter tous les Algériens ; les espaces d’expression artistique et culturelle. et insister sur la nécessité des cultures des civilisations; introduire dans les programmes de formation et d’édu-

cation nationale des enseignements de culture, dont l’histoire ancestrale de l’Algérie, des Numides à ce jour. Faire du sport une activité de masse et professionnelle et développer les associations culturelles dans tous les domaines. Nationales, régionales et de quartiers

En conclusion, le président de la République a délivré, depuis 2020, des messages de vérité qui ne sont pas appliqués sur le terrain, alors même qu’il est du devoir du gouvernement et de ses partenaires sociaux et économiques de donner l’exemple aux citoyens, par la solidarité, la mobilisation et l’unification des rangs afin que le pays puisse mobiliser les énergies et les investir de manière constructive. C’est l’entreprise libérée des entraves et un État régulateur qui peuvent créer une économie productive à forte valeur ajoutée. Le concept de crise que traverse l’Algérie doit se hisser au niveau de la crise du monde et ne pas rester une crise de société bloquée, faute de perspectives pour l’avenir d’une population et surtout d’une jeunesse angoissée et même très angoissée par les assauts de la nature, par la violence humaine et les déchéances sociales et économiques. Cette crise ne concerne pas seulement l’Algérie, mais le monde entier, aujourd’hui traversé par une crise d’identité avec des traumatismes sociaux, comme le montre le désintérêt vis-à-vis des partis et des sociétés civiles traditionnelles lors de différentes élections. Cela renvoie au concept de la citoyenneté qui ne doit pas rester aux yeux de la population comme un modèle importé, existant un lien dialectique entre la tradition et la modernité, ne devant jamais renier notre riche patrimoine historique et culturel (voir expérience des pays de l’Asie comme le Japon, la Malaisie, ou la Chine) mais adapter nos politiques économiques, sociales, culturelles, sécuritaires et militaires au mouvement du monde nouveau. L’Algérie, acteur stratégique et la stabilité de la région méditerranéenne et africaine, sous réserve d’une bonne gouvernance et de la valorisation du savoir peut atteindre ses objectifs conciliant l’efficacité économique avec une profonde justice sociale, la cohésion sociale étant le nerf de la sécurité nationale.

*A. M.*Professeur des universités expert international docteur d’État*

Nouveau code d'investissement et lutte contre la bureaucratie

Le nouveau code d'investissement adopté en Conseil des ministres du 9 mai 2022, devra mettre fin au terrorisme bureaucratique en libérant les énergies créatrices et s'insérer dans le cadre d'une vision stratégique.

PAR ABDERRAHMANE MEBTOUL

Après plus de deux années de retard, rejeté plusieurs fois par le président de la République, demandant de lever les verrous bureaucratiques, le code des investissements a été adopté le 9 mai 2022 en Conseil des ministres qui sera, pour son adoption définitive, l'objet d'un débat au Parlement.

1.-Sept axes directeurs.

Premièrement, sur la révision du rôle du CNI, en réhabilitant les missions et attributions organiques prévues lors de sa création, notamment pour les aspects portant approbation de stratégies et de politiques de promotion de l'investissement et sur la reconfiguration de l'Andi, afin qu'elle soit plus visible à l'international, tout en lui accordant le rôle d'un vrai promoteur et accompagnateur des investisseurs et qui sera placé sous l'autorité du Premier ministre.

Deuxièmement, la mise en place d'une plateforme numérique de l'investisseur au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, à l'effet d'assurer une interconnexion avec les organismes et administrations concernés par l'acte d'investir.

Troisièmement, la création auprès de l'agence d'un guichet unique dédié aux grands projets d'investissement et des investissements étrangers, permettant une meilleure prise en charge pour la concrétisation de ces projets d'investissement avec des centres créés au niveau des guichets uniques décentralisés, abritant l'ensemble des services habilités à fournir les prestations nécessaires à la création des entreprises, à leur soutien, à leur développement ainsi qu'à la réalisation des projets, par leur adaptation à la situation de chaque wilaya.

Quatrièmement, l'orientation des avantages et incitations exclusivement vers les investissements dans les secteurs prioritaires, notamment les projets d'investissement stratégiques et/ou structurants pour le pays, et ceux implantés dans des zones nécessitant un accompagnement particulier de l'État et la mise en place, par voie réglementaire, de grilles d'évaluation des avantages à octroyer au profit des projets d'investissement enregistrés, en fonction des critères liés, d'une part, à l'importance et la priorité des projets, et, d'autre part, à leur lieu d'implantation.

Cinquièmement, la fixation des délais de réalisation des projets d'investissement, à l'effet d'inciter les promoteurs à accélérer la concrétisation de ces projets, avec possibilité de prolongation de délai à une année renouvelable une seule fois à condition d'être entériné, étant proposé l'établissement des procès-verbaux d'entrée en phase d'exploitation par l'agence et la mise en place des services fiscaux, pour permettre aux porteurs de projets d'investissement de s'orienter dans leurs démarches vers un seul interlocuteur, l'application d'un taux modulable de la TVA pour les investissements réalisés dans le régime des secteurs prioritaires.

Sixièmement, l'intégration d'une disposition se rapportant à l'information sur l'offre foncière en matière d'octroi et de disponibilité des terrains relevant du domaine privé de



l'État destinés à la réalisation des projets d'investissement en accordant les pleins pouvoirs de décision aux représentants des organismes et des administrations au sein des guichets uniques, de façon à leur permettre de délivrer et d'octroyer l'ensemble des décisions, documents et autorisations en lien avec la concrétisation et l'exploitation du projet d'investissement.

Septièmement, l'exemption des formalités du commerce extérieur et de domiciliation bancaire pour les biens neufs constituant un apport extérieur en nature et la garantie de transfert de l'investisseur étranger ainsi que le montant transférable étant déterminés en fonction de sa part de financement dans le coût total de l'investissement. Mais, pour qu'il soit vraiment efficace, c'est tout l'écosystème éco-social du pays qu'il faudrait revoir. Car depuis de longues décennies, combien de codes d'investissements, de réunions, de commissions ont eu lieu pour relancer le tissu économique. Pourtant, jusqu'à présent, 98% des recettes en devises proviennent toujours de Sonatrach, ce qui prouve que ces différentes rencontres n'ont eu aucun impact sur le terrain et que le blocage est d'ordre systémique.

2.- C'est l'entreprise libérée des entraves et un Etat régulateur qui peuvent créer une économie productive à forte valeur ajoutée, devant cerner les causes du blocage car si les investissements algériens ne trouvent pas intérêt à aller vers la production nationale, vers la création de l'emploi, faut-il s'étonner, ou encore moins, s'attendre à ce que les investisseurs étrangers, qu'il y ait la règle du 51/49 % ou même l'inverse, fassent preuve de plus d'engagement ? L'attrait de l'investissement à forte valeur ajoutée ne saurait résulter de lois mais d'une réelle volonté politique allant vers de profondes réformes, une stabilité du cadre juridique et monétaire permettant la visibilité, et les pays qui attirent le plus les IDE n'ont pas de codes d'investissement, mais une bonne gouvernance (notre interview au quotidien gouvernemental *Horizon* du 7 mai 2022).

Mon expérience et mes contacts internationaux aux plus hauts niveaux montrent: que le temps est terminé, des relations personnalisées entre chefs d'État ou de ministre à ministre dans les relations internationales où dominent désormais les réseaux décentralisés; que dans la pratique des affaires n'existent pas de sentiments mais uniquement des intérêts, et que tout investisseur est attiré par le profit, qu'il soit américain, chinois, russe, turc ou européen. Il appartient ainsi à l'État régulateur, dont le rôle stratégique en économie de marché s'apparente à celui d'un chef d'orchestre, de concilier les coûts privés et les coûts sociaux. C'est par la méconnaissance des nouvelles règles qui régissent le commerce international que s'expliquent les nombreux litiges internationaux, avec des pertes se chiffrant en dizaines de millions de dollars. C'est que depuis plus de 60 ans nous

avons assisté à bon nombre de codes d'investissement et des changements de l'écosystème des entreprises publiques avec un impact mitigé, montrant clairement la dominance de la démarche administrative et bureaucratique au détriment de la démarche opérationnelle économique, ces changements périodiques d'organisation démobilisent les cadres du secteur économique public, et même les investisseurs locaux et étrangers avec le renforcement de la dynamique rentière, et cela bloque tout transfert de technologique et managérial.

La règle des 49/51 % instaurée en 2009, dont j'avais demandé l'abrogation (voir mebtoul - Paris *Africapresse* et aux USA par *American Herald Tribune* 2009 a eu un impact mitigé. L'essentiel, ce ne sont donc pas les lois, mais de s'attaquer au fonctionnement du système afin de déterminer les blocages qui freinent l'épanouissement des entreprises créatrices de richesses, qu'elles soient publiques, privées locales ou internationales. L'investissement hors hydrocarbures en Algérie, porteur de croissance et créateur d'emplois, est victime de nombreux freins dont les principaux restent l'omniprésence du terrorisme bureaucratique qui représente à lui seul plus de 50 % des freins à l'investissement.

Enjeu politique majeur s'impose la réforme du système financier, pour attirer l'investisseur afin de sortir de la léthargie et de la marginalisation le secteur privé, puisque les banques publiques, qui continuent à accaparer 90 % des crédits octroyés, ont carrément été saignées par les entreprises publiques du fait d'un assainissement qui, selon les données récentes (2021), a coûté au Trésor public du Premier ministre ces trente dernières années environ 250 milliards de dollars, sans compter les réévaluations répétées durant les dix dernières années de plus de 65 milliards de dollars, entraînant des recapitalisations répétées des banques malades de leurs clients.

Enfin comme frein à l'investissement porteur, l'absence d'un marché foncier où la majorité des wilayas livrent des terrains à des prix exorbitants, souvent sans utilités, routes, téléphone, électricité/gaz, assainissements, etc., et l'inadaptation du marché du travail renvoyant à la réforme du système socio-éducatif et de la formation professionnelle, si l'on veut éviter des usines à fabriquer de futurs chômeurs. Il faudra surtout une véritable stratégie de développement et stabilité juridique et monétaire pour attirer les investisseurs. La dévaluation du dinar coté le 20 mai 2022 à 146,73 dinars 1 dollar contre 5 dinars pour 1 dollar en 1970, et selon les prévisions de l'exécutif, le taux de change du dinar sera de 149,3 DA pour 1 dollar fin 2022, de 156,8 DA/dollar en 2023 et 164,6 DA/dollar en 2024, malgré cette dévaluation, le blocage étant d'ordre systémique, contrairement à l'illusion monétaire, cela n'a pas permis de dynamiser les exportations hors hydrocarbures. En 2021, 97-98

% des recettes en devises proviennent toujours de Sonatrach et sur les 34,5 milliards de dollars de recettes de Sonatrach en 2021, plus de 2,5 milliards de dollars de recettes comptabilisées dans la rubrique hors hydrocarbures, ce dérapage du dinar permettant d'atténuer artificiellement le montant de ce déficit budgétaire prévu par la loi de finances 2022 est d'environ 4.175 milliards de dinars (au cours de 137 dinars 1 dollar au moment de l'élaboration de cette loi, soit 30,50 milliards de dollars, 8 milliards de dollars de plus qu'en 2021. Cela permet une épargne forcée accélérant l'inflation qui risque avec l'inflation importée d'avoir un taux à deux chiffres en 2022, où la majorité des prix des produits non subventionnés ont plus que doublé, avec des incidences négatives sur le pouvoir d'achat. Les recettes prévues par le FMI en 2022 d'environ 55/57 milliards de dollars risquent d'être épongées par l'inflation mondiale où la valeur des importations de biens et services ont été d'environ 46 milliards de dollars en 2021, devant pondérer d'au moins 50 %: exemple le cours du blé étant passé de 200 dollars la tonne à plus de 400 où seulement la facture alimentaire a été d'environ 9 milliards de dollars en 2021.

Comment ne pas rappeler que l'Algérie a engrangé plus de 1.100 milliards de dollars en devises entre 2000 et 2021, avec une importation de biens et services, toujours en devises, de plus de 1.050 (le solde étant les réserves de change clôturées à 44 milliards de dollars au 31 décembre 2021) pour un taux de croissance dérisoire de 2-3 % en moyenne, alors qu'il aurait dû se situer entre 9-10 % durant cette période. Le taux d'emploi étant fonction du taux de croissance et des structures des taux de productivité, le faible taux de croissance approchant la croissance démographique (prévision de 2,4 % en 2022) risque d'accroître le chômage qui se situe en 2021 à environ 14 %, incluant les emplois informels et les emplois rente improductifs où, uniquement dans le BTPH en 2021, il y a eu destruction selon les organisations patronales de plus de 500.000 sans compter la léthargie de bon nombre de PMI/PME représentant plus de 95 % du tissu économique peu concurrentiels, fonctionnent en sous-capacités, leur taux d'intégration ne dépassant pas 15 %, idem pour les grandes entreprises, qu'il faille un taux de croissance sur plusieurs années de 8/9 % pour absorber le flux additionnel annuel de 350.000/400.000 emplois qui s'ajoute au taux de chômage actuel.

En résumé, l'Algérie, pays à fortes potentialités, acteur stratégique de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine, a besoin de renouveler sa gouvernance et d'un langage de la vérité afin de ne pas renouveler les erreurs du passé et redresser l'économie nationale. Je préconise que pour les investisseurs nationaux privés ou étrangers qui apportent 100 % de financement et qui ont une balance-devises exportatrice positive, qu'ils ne passent pas par ces circuits bureaucratiques devant mettre fin à ces longs circuits administratifs où c'est le bureaucrate qui décide de la fiabilité du projet renforçant la corruption. Un nouveau code d'investissement en Algérie, sans vision stratégique, une nouvelle gouvernance, de profondes réformes structurelles conciliant efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale – supposant une profonde moralité de ceux qui dirigent la Cité – aura un impact mitigé. Le dépassement de l'entropie actuelle, les tensions géostratégiques à nos frontières, où de nouvelles reconfigurations se dessinent, pose la problématique de la sécurité nationale. A. M.

GHARDAÏA, HÔPITAL BRAHIM-TIRICHINE

22 patients bénéficient de prothèses de hanche et de genou

22 patients de différentes localités de la wilaya de Ghardaïa ont bénéficié, à titre gracieux, d'une intervention chirurgicale de pose d'une prothèse totale de hanche à double mobilité ou de genou.

C'est ce qu'a appris mardi l'APS auprès du directeur de la santé et de la population de la wilaya.

Une équipe médicale spécialisée composée d'une vingtaine de personnes (spécialistes et paramédicaux) du centre hospitalo-universitaire de Douéra, dirigée par Pr Hayat Cherifi, avec l'appui de praticiens et paramédicaux de l'hôpital Brahim-Tirichine de Ghardaïa, a effectué, durant quatre jours, des "interventions sur des patients souffrant d'immobilisme de la hanche ou du genou et de complications de santé ayant entraîné une altération de leur mobilité et provoqué une déformation", a indiqué le directeur de la santé et de la population, Ameer Benaïssa.

Ces actes médicaux spécialisés, lourds et "très coûteux" ont été dispensés à titre "gracieux" dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux entre l'hôpital Brahim-Tirichine de Ghardaïa et le service d'orthopédie du centre hospitalo-universitaire de Douéra et permettront aux patients de retrouver, après la mise en place de prothèse et une période de rééducation, une mobilité totale.

Pour la responsable de la mission médicale, Pr Cherifi, le déplacement de ce staff médical a "permis outre de réduire considérablement le coût de la



prise en charge des patients souffrant d'immobilisme, de limiter les coûts des évacuations sanitaires en la matière et de renforcer la capacité des praticiens locaux dans la chirurgie de la prothèse de la hanche et du genou".

Pas moins de 500 patients issus des différentes localités de la wilaya de Ghardaïa et des wilayas limitrophes: Timimoun, In-Salah, El-Meniaa et Ouargla ont été également auscultés et ont bénéficié à titre "gracieux" de diagnostic, d'examen médicaux spécialisés ainsi qu'une prise en charge efficiente par l'équipe du centre hospitalo-universitaire de Douéra.

Une liste de patients éligibles pour subir une opération chirurgicale au courant du séjour de cette équipe a été dressée après établissement des diagnostics par ce staff médical et une

étude approfondie des dossiers proposés.

Dans le cadre de ces journées chirurgicales, une session de formation a été animée par Pr Hayat Cherifi au profit des praticiens et paramédicaux locaux sur les thématiques de la traumatologie, les causes d'origine infectieuse, tumorale ou traumatique pouvant conduire à la pose d'une prothèse totale, les protocoles de consultation et de prise en charge des patients et la rééducation.

Le but étant de permettre aux intervenants de développer une meilleure compréhension des différents aspects de la recherche clinique et d'améliorer leur savoir-faire en matière de prise en charge des patients pâtissant de handicaps fonctionnels suite à des maladies ou accidents.

CHLEF, MUSÉE NATIONAL PUBLIC ABDELMADJID-MEZIANE

Réouverture aux visiteurs

Le musée national public Abdelmadjid-Meziane de Chlef a rouvert ses portes au public, jeudi dernier, après une période de fermeture due à des travaux de réaménagement des salles d'exposition des pièces archéologiques, a appris l'APS auprès de cet établissement culturel.

L'établissement a rouvert ses portes, suite à des travaux de réaménagement des salles d'exposition des pièces archéologiques, en vue de permettre au public de s'informer sur les différentes civilisations qui se sont succédées dans la région, ainsi que sur les antiquités et pièces de monnaies dont il dispose, a indiqué à l'APS le directeur local de la culture et des arts, Djamel Hasnaoui.

Ce même responsable a souligné que le "secteur vise à ancrer la culture muséale au sein de la société et attirer le plus grand nombre de visiteurs possible", indiquant que le musée national public Abdelmadjid-Meziane

"ouvre quotidiennement ses portes au public de 9 h à 16 h pour des visites gratuites".

De nombreux employés sont mobilisés au niveau de cet établissement pour orienter les visiteurs et leur fournir toutes les explications relatives à chaque période de l'Histoire ou pièce archéologique exposée.

A noter que les salles d'exposition du musée ont bénéficié d'une opération de réaménagement en vue de leur mise à niveau aux normes internationales en vigueur, visant notamment à simplifier les parcours d'exposition pour les visiteurs et la préservation des pièces.

La responsable du département de recherche au niveau du musée, Kheira Heddar, a fait part, à ce titre, de l'enrichissement des parcours d'exposition permettant aux visiteurs de "voyager de la Préhistoire, à l'époque romaine, à la civilisation islamique et à l'ère contemporaine, par l'introduction de

nouveaux thèmes relatifs à l'ethnographie, aux traditions populaires, les matériaux de construction et le matériel agricole, ainsi que de pièces découvertes sur le site romain de Sekassik, découvert en 2018".

Sur place, de nombreux visiteurs ont relevé, dans une déclaration à l'APS, le "rôle de ce type d'établissements dans la préservation et promotion de l'histoire de la région, ainsi que pour l'ancrage de la culture muséale chez les nouvelles générations", saluant les efforts de l'État dans ce domaine.

Outre le musée national public Abdelmadjid-Meziane, la wilaya compte deux autres institutions similaires, le musée Dar el-Baroud de Chlef et le musée du Ténès, dont la fréquentation est modeste et se limite aux groupes d'élèves et d'étudiants des établissements scolaires et de l'université.

APS

LAGHOUAT

Ouverture d'une annexe de tribunal à Ksar el-Hirane...

Une annexe de tribunal à Ksar el-Hirane, inaugurée la semaine dernière par le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi, est venue renforcer les structures judiciaires de la wilaya de Laghouat. Relevant territorialement et administrativement du tribunal de Laghouat et appelée à améliorer le service public et rapprocher les prestations du citoyen, la nouvelle annexe couvre une superficie de 8.500 m², dont 5.800 m² bâtis et comprenant notamment trois salles d'audiences et autant de salles de délibérations, un guichet unique, une salle dédiée aux avocats, une salle informatique et une autre d'archives. S'exprimant lors de l'inauguration de cette structure, au second jour de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, a affirmé qu'elle sera prochainement élevée au rang de tribunal à part entière et couvrira territorialement les communes de Ksar el-Hirane, Bennacer Benchohra, Hassi-Delaâ et Hassi-R'mel. Le ministre a inspecté, par ailleurs, l'établissement pénitentiaire de la commune de Bennacer-Benchohra, avant de s'enquérir des activités de la cour de justice de Laghouat.

...inauguration du nouveau tribunal d'Aflou

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a inauguré lundi dernier le nouveau tribunal d'Aflou, au premier jour de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Laghouat. La nouvelle structure permettra d'améliorer les prestations offertes au citoyen et d'offrir de bonnes conditions de travail aux personnels de l'appareil judiciaire. La mise en place d'un guichet unique au niveau du tribunal contribuera à la célérité et à la transparence des prestations, en plus de l'aménagement d'accès pour les personnes aux besoins spécifiques. M. Tabi a eu, lors de cette visite de travail, une rencontre avec les greffiers, avant de faire part de l'installation d'une commission spécialisée chargée de l'étude du statut de ce corps judiciaire en vue de son enrichissement et d'annoncer la tenue prochaine d'une rencontre d'évaluation avec les procureurs généraux à l'échelle nationale.

Le nouveau tribunal d'Aflou couvre une superficie de 11.300 m², dont 6.700 m² bâtis, et renferme notamment 3 salles de réunions, 3 salles d'audiences, un guichet unique, une salle des avocats, et 53 bureaux.

APS

Variole du singe : Le monde déploie ses premières stratégies

23 pays à travers le monde sont désormais concernés par les cas de variole du singe. En réaction, les autorités sanitaires des territoires concernés renforcent leur surveillance et mettent en place leurs premières stratégies.

Depuis le 13 mai 2022, 257 cas de variole du singe ont été confirmés, et 120 suspectés, dans 23 pays où le virus n'est pas endémique selon les dernières statistiques publiées par l'OMS (organisation mondiale de la santé). Le Royaume-Uni, le Portugal et le Canada sont les plus touchés. La surveillance rapprochée de ce virus permet de détecter rapidement de nouveaux cas hors d'Afrique et qui n'ont pas de lien avec le continent où le virus est endémique dans plusieurs pays. Par ailleurs, la situation est suivie de près là-bas aussi. Depuis le début de l'année, 1.284 cas de variole



du singe ont été recensés en République démocratique du Congo, là où le premier cas humain de cette maladie a été identifié en 1970, et a fait 58 morts.

Le monde en alerte

Bien que le virus de la variole du singe ait déjà fait parler de lui hors d'Afrique, notamment en 2018 et en 2019, le nombre de cas rapportés aujourd'hui est sans précédent. En conséquence, les autorités sanitaires mettent en place des stratégies pour

endiguer la diffusion du virus. Le CDC aux États-Unis est en alerte de niveau 2 (sur 3) et recommande aux voyageurs d'éviter le contact rapproché avec les lésions cutanées et génitales des personnes infectées, de rester éloigné des animaux sauvages vivants ou morts - si le virus s'appelle - variole du singe -, il peut infecter beaucoup d'espèces de mammifères différentes, notamment les petits rongeurs. Enfin, la préparation comme la consommation de viande de brousse est déconseillée, car le virus peut aussi se trans-

mettre par le biais d'aliments contaminés mal cuits.

Malgré cela, la menace pour la population générale est aujourd'hui considérée comme faible - les cas concernent les membres du foyer des infectés et les hommes ayant des relations avec les hommes - et aucune restriction de voyage vers ou en provenance des pays concernés n'est à l'ordre du jour. Les vaccins contre la variole vont ressortir des congélateurs puisque ces derniers protègent partiellement contre la variole du singe.

Des vaccins pour les personnes exposées

La Haute Autorité de santé s'est prononcée le 20 mai 2022 pour l'administration du vaccin Imvanex®, la formule la plus récente autorisée depuis 2013 en Europe. L'injection de l'Imvanex® est autorisée à titre prophylactique - c'est-à-dire pour prévenir l'apparition des symptômes de la variole du singe qui peuvent mettre jusqu'à 21 jours à apparaître - chez les personnes infectées et le personnel de santé exposé.

Le tabac tue plus de 8 millions de personnes chaque année



Le tabac tue plus de 8 millions de personnes chaque année et détruit notre environnement, avec des conséquences négatives sur la santé humaine dues à la culture, la production, la distribution, et la consommation, alerte l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), tirant la sonnette d'alarme sur l'im-

pact de l'industrie du tabac sur l'environnement. Chaque année, l'industrie du tabac est responsable de plus de 8 millions de décès, de la destruction de 600 millions d'arbres, 200.000 hectares de terres, de la perte de 22 milliards de tonnes d'eau et de l'émission de 84 millions de tonnes de CO₂, indique l'Agence sanitaire onusienne, dans un rapport intitulé : "Le tabac : un poison pour notre planète" publié à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac.

Le tabac est cultivé majoritairement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où il existe un besoin vital en eau et en terres agricoles pour la production des denrées alimentaires destinées à la région.

7.000 produits chimique toxiques

Les produits du tabac représentent les principaux déchets sur la planète, et contiennent plus de 7.000

produits chimiques toxiques, qui pénètrent dans notre environnement lorsqu'ils sont jetés.

Le directeur du département promotion de la santé à l'OMS, le docteur Ruediger Krech a fait savoir qu'environ 4.500 milliards de filtres à cigarettes "polluent nos océans, nos fleuves, nos trottoirs, nos parcs, nos sols et nos plages chaque année".

Des produits comme les cigarettes, le tabac sans fumée et les cigarettes électroniques contribuent également à l'accumulation de pollution par les plastiques. Les filtres à cigarettes contiennent des microplastiques et constituent le deuxième type de pollution par les plastiques le plus élevé au monde. L'OMS appelle les décideurs politiques à considérer les filtres à cigarettes pour ce qu'ils sont, à savoir des plastiques à usage unique, et à envisager d'interdire les filtres à cigarettes pour protéger la santé publique et l'environnement.

Le tabagisme est la plus importante épidémie évitable à laquelle les soignants sont confrontés, selon

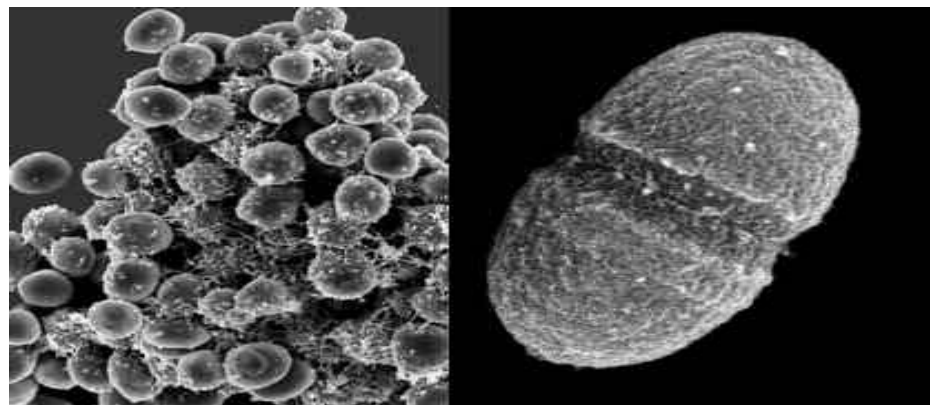
Combien de bactéries vivantes avalez-vous à chaque repas ?

Les aliments que nous mangeons ne sont pas stériles, ils sont recouverts de bactéries qui ne sont pas toujours néfastes, au contraire. Une étude américaine par *The Journal of Nutrition* propose d'estimer la quantité de bactéries que les enfants et les adultes ingèrent lors d'un repas. Pour cela, ils ont classé les aliments selon leur charge bactérienne : basse (104 bactéries vivantes/g), moyenne (104-107 bactéries vivantes/g) ou haute (>107 bactéries vivantes/g). Les fruits et les légumes apportent une quantité faible à moyenne de bactéries vivantes, tandis que les produits laitiers en apportent une quantité importante, essentiellement des lactobactéries.

Les Américains consomment plus de bactéries qu'auparavant

Selon les résultats de l'étude, les enfants et adolescents consomment 69, 16 et 85 grammes d'aliments respectivement à faible, haute et moyenne teneur en bactérie par jour ; c'est 106, 21 et 127 grammes d'aliments par jour pour les adultes. C'est beaucoup plus qu'il y a vingt ans (2001-2002), date du dernier suivi de ce type réalisé aux États-Unis.

Mais c'est la première fois que des scientifiques font le lien avec une quantité approximative de bactéries vivantes. Du travail reste à faire pour affiner ces résultats en fonction de l'âge, du sexe et du profil socio-démo-



graphique mais aussi pour comprendre le rôle des bactéries sur la santé. Car si la présence de certaines souches pathogènes, comme les E.coli entérotoxiques et les salmonelles qui ont fait la Une des médias il n'y a pas long-

temps sont proscrits, d'autres bactéries stimuleraient l'immunité une fois arrivées dans l'intestin. Une assertion qui reste encore à prouver par des études scientifiques rigoureuses.

Agences

MALI

6 civils maliens et 2 casques bleus tués

Une charrette de retour du marché a sauté sur une mine près de Waya jeudi, ont annoncé un responsable militaire et deux responsables locaux vendredi, s'exprimant sous couvert d'anonymat pour leur sécurité étant donné la forte présence djihadiste dans le secteur.

Cinq civils ont trouvé la mort jeudi dernier et un sixième a succombé à ses blessures vendredi. Vendredi, deux soldats de la Minusma ont été tués et un troisième blessé par l'explosion d'un autre engin artisanal près de Douentza, dans le centre du pays, sur l'axe conduisant à Tombouctou, dans le Nord, a rapporté le porte-parole de la mission, Olivier Salgado, sur les réseaux sociaux. Les soldats faisaient partie du contingent égyptien de la Minusma. Ce sont les deuxième et troisième casques bleus tués en trois jours. Un soldat jordanien a succombé à une attaque à l'arme légère et au lance-roquettes contre le convoi dans lequel il se trouvait mercredi à Kidal, dans le Nord. Le Conseil de sécurité de l'Onu a "condamné dans les termes les plus forts



cette attaque", dans un communiqué. Ses membres ont exhorté les autorités à enquêter et traduire en justice les auteurs de cet acte, qui "peut constituer un crime de guerre sous la juridiction internationale". Avec plus de 12.000 soldats déployés dans ce pays plongé dans la tourmente depuis le déclenchement d'insurrections djihadistes et indépendantistes en 2012, la Minusma est la mission de l'Onu la plus meurtrière au monde. Depuis sa création en 2013, 174 de ses Casques bleus ont trouvé la mort dans des actes hostiles. Les engins explosifs improvisés

(EEI), qui peuvent sauter au contact d'une roue ou être actionnées à distance, sont l'arme de prédilection des djihadistes contre la Minusma et les forces maliennes. Ils tuent aussi régulièrement de nombreux civils. Sept casques bleus togolais ont ainsi été tués par l'explosion d'un tel engin en décembre 2021 dans un convoi logistique entre Douentza et Sévaré. Les casques bleus tués vendredi se trouvaient, eux, dans l'escorte d'une douzaine de véhicules onusiens qui accompagnaient un convoi de camions civils transportant du carburant, a précisé M. Salgado. Et une mine a explosé au

passage du convoi. "Une semaine dure, très dure pour nous. On ne dira jamais assez la difficulté de notre tâche et l'extrême dévouement de nos casques bleus", a tweeté le chef de la Minusma, El-Ghassim Wane.

C'est la sixième attaque contre un convoi de l'Onu depuis le 22 mai, a dit Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général, Antonio Guterres, qui "condamne cette nouvelle attaque. En dépit de ces circonstances difficiles (...) nos collègues poursuivent leur travail conformément à leur mandat délivré par le Conseil de sécurité", a-t-il déclaré, citant la participation de la Minusma à la récente restauration de deux ponts détruits par des attaques dans la même région.

Le centre du Mali est l'un des principaux foyers des violences qui ensanglantent le Sahel. Parties du nord, ces violences se sont étendues au centre ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins. Elles ont fait des milliers de morts civils et combattants et des centaines de milliers de déplacés.

YÉMEN

La trêve reconduite pour deux mois

Le gouvernement yéménite et le groupe des éléments d'Ansarullah (Houthi), en conflit, ont accepté jeudi de renouveler la trêve en vigueur depuis le 2 avril pour "deux mois supplémentaires", malgré des désaccords entre les deux parties.

"Je voudrais annoncer que les parties au conflit ont accepté la proposition des Nations unies de renouveler la trêve actuelle au Yémen pour deux mois supplémentaires", a déclaré jeudi l'émissaire de l'Onu Hans Grundberg.

"La prolongation prend effet à l'expiration de la trêve actuelle, aujourd'hui 2 juin 2022 à 19 h, heure du Yémen", a-t-il indiqué dans un communiqué, ajoutant qu'elle est prolongée "selon les mêmes termes que l'accord initial".

Mercredi déjà, l'Onu, par la voix du porte-parole du secrétaire général, Stéphane Dujarric, avait annoncé avoir reçu des signes "positifs" sur la reconduction de la trêve.

Le pays de la péninsule arabique est dévasté depuis plus de sept ans par le conflit opposant les Houthis et les forces du gouvernement, appuyées par une coalition dirigée par l'Arabie saoudite. Entrée en vigueur le premier jour du Ramadhan écoulé après d'intenses efforts menés particulièrement par les Nations unies, la trêve entre les parties en conflit au Yémen a permis, en dépit de certains affrontements militaires sporadiques, plusieurs avancées dont un net recul des hostilités, la réouverture de plusieurs axes routiers et de l'aéroport de Sanaa, l'acheminement sans contraintes des aides humanitaires, la facilitation de l'approvisionnement en carburant et la levée de sièges imposés à certaines villes.

Hans Grundberg avait mené de nombreuses consultations dans la région pour convaincre les différentes parties de renouveler la trêve. La semaine dernière, il avait souligné les "effets positifs concrets" de la trêve pour environ 30 millions d'habitants éreintés par les combats, les déplacements, la faim, les maladies, la rareté de l'eau potable et un effondrement de l'économie.

Agences

ANGOLA

L'opposition unie contre João Lourenço

La présidence angolaise a annoncé vendredi 3 juin la date des élections générales nationales : le 24 août 2022, les Angolais voteront pour les législatives, pour que les députés élisent ensuite le numéro un de la liste majoritaire à la présidence, dans une élection présidentielle indirecte. Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis l'indépendance et mené par le président sortant João Lourenço, sera une nouvelle fois opposé à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), d'Adalberto Costa Junior, qui a rassemblé l'opposition.

"Le président de la République convoque des élections générales pour l'élection du président de la République et des membres de l'Assemblée nationale et fixe la

date au 24 août 2022", a indiqué la présidence de la République dans un communiqué publié le 3 juin. Elle fixe ainsi la date pour les élections générales, 12 après l'établissement de l'élection indirecte du président de la République par les députés. Adalberto Costa Junior en est certain : il assure qu'il parviendra à sortir l'Unita de l'opposition dans laquelle l'ancienne guérilla est maintenue depuis la fin de la guerre civile, il y a tout juste 20 ans. Élu à la tête du mouvement en 2019, il est parvenu à faire ce que son prédécesseur Isaias Samakuva n'avait pas réussi lors du dernier scrutin : former la coalition du Front patriotique uni, après des accords avec deux autres formations d'opposition, en particulier celle d'Abel Chivukuvuku. Celle-ci était arrivée troisième lors des

dernières législatives. Adalberto Costa Junior espère capter les voix de la jeunesse, qui n'hésite plus à dénoncer la pauvreté, le chômage et la corruption. Il s'inquiète néanmoins du déroulement du scrutin : "Le gouvernement a déjà démontré qu'il n'a pas la volonté d'organiser un acte transparent", a-t-il déclaré en milieu de semaine.

João Lourenço a succédé en 2017 à José Eduardo dos Santos, maître absolu du pays pendant 38 ans, accusé d'avoir largement détourné les ressources nationales en favorisant sa famille et ses proches.

Le président sortant met lui au contraire en avant ses résultats en matière économique, et son ouverture qui lui permet de charmer investisseurs et organisations financières internationales.

TUNISIE

Le référendum fixé au 25 juillet

Le Président tunisien Kaïs Saïed a officialisé la date du 25 juillet pour la tenue d'un référendum sur une constitution amendée, censée marquer l'avènement d'une "nouvelle République", malgré les critiques dénonçant un processus bâclé, susceptible d'instaurer une autocratie.

La date du 25 juillet 2022, que Kaïs Saïed avait unilatéralement fixée en décembre, a été officialisée dans un décret présidentiel "portant convocation des électeurs pour un référendum sur un projet de nouvelle Constitution de la République tunisienne", publié mercredi 25 mai dans le Journal officiel.

Après des mois de blocage politique, le président tunisien, élu démocratiquement fin 2019, s'est arrogé les pleins pouvoirs le 25 juillet 2021 en limogeant le Premier

ministre et en suspendant le Parlement dominé par le parti d'inspiration islamiste Ennahda, sa bête noire, avant de le dissoudre fin mars.

Dans une feuille de route censée sortir le pays de la crise politique, dévoilée en décembre, Kaïs Saïed avait annoncé un référendum sur des amendements constitutionnels le 25 juillet 2022, avant des législatives le 17 décembre.

Une consultation populaire en ligne organisée entre janvier et mars, et très largement boudée, a plébiscité l'instauration d'un régime présidentiel que Kaïs Saïed appelle de ses vœux, à la place du système hybride actuel, source de conflits récurrents entre les branches exécutive et législative. Le Président a nommé vendredi un juriste proche de lui, Sadok Belaïd, à la

tête d'une commission chargée d'élaborer la nouvelle constitution à travers un "dialogue national", dont les partis politiques ont été exclus. Convoquée à ce dialogue, la puissante centrale syndicale tunisienne UGTT, acteur incontournable de la scène politique tunisienne, refuse d'y participer. Pour l'UGTT, le dialogue dans le format proposé par Kaïs Saïed vise à "cautionner des conclusions décidées unilatéralement à l'avance et [à] les faire passer par la force comme des faits accomplis."

Dans la même édition du Journal officiel, Kaïs Saïed a publié un second décret stipulant que le texte de la nouvelle constitution qu'il préconise serait publié "au plus tard le 30 juin", avant d'être soumis à référendum.

Agences

TOURNOI DES AS
SUPER-DIVISIONLe NB Staouéli
sacré pour
la 2^e fois

Le NB Staouéli a été sacré champion d'Algérie de basket-ball de la saison 2021-2022, en s'imposant devant le WO Boufarik sur le score de 64 à 59 (mi-temps: 27-28), lors de la dernière journée du tournoi des As de la Super-Division disputée samedi à la salle omnisport Chahlef-Chahreddine d'Annaba.

C'est le deuxième titre de champion de la ville de Staouéli (banlieue Ouest d'Alger) après celui remporté en 2007 sous l'appellation de l'ex DRB Staouéli. Menés d'un point à la mi-temps (27-28), les basketteurs de Staouéli ont réussi à prendre l'avantage dans le troisième quart (44-42), avant de s'imposer avec un écart de cinq points (64-59). Invaincus durant ce tournoi des As, les hommes de Yacine Aït-Kaci se sont imposés lors des deux premières journées, respectivement, devant le CS Gué-de-Constantine (58-42) et le MC Alger (81-74) et succèdent au palmarès de la compétition au MC Alger (ex-GS Pétroliers), tenant du trophée depuis 2014.

CHAMPIONNAT
D'AFRIQUE DE TENNIS
DES U-16Médaille d'argent
pour Badache

L'Algérienne Maria Badache a remporté la médaille d'argent du Championnat d'Afrique des U-16 de tennis en Tunisie, après sa défaite samedi devant la Marocaine Malak El Allami, tête de série numéro 1, sur le score de 2 sets à 1. L'Algérienne s'était qualifiée en finale en battant vendredi la Tunisienne Lina Soussi sur les scores de 2 sets à zéro. Leur compatriote Elia Bekrar a perdu difficilement lors des quarts contre le favori du tournoi, le Tunisien Ala Trifi 6-4, 7-6. Lors de cette rencontre, le jeune joueur algérien avait raté trois balles de set.

JEUX MÉDITERRANÉENS

La caravane de promotion
fait une halte à Bordj-Bou-Arréridj

La caravane initiée par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) est arrivée samedi dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, dans le cadre de la campagne dédiée à la promotion des Jeux méditerranéens d'Oran, programmés entre les 25 juin et 6 juillet.

Le responsable de cette organisation, Youcef Tazir, a déclaré à l'APS que "dans le cadre du soutien des efforts visant la réussite de jeux méditerranéens, l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens est venue dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj dans le but de promouvoir cette manifestation". Dans ce même contexte, il a fait savoir qu'une visite a été effectuée au monument historique de la région d'El Kalaâ ainsi que ses zaouias célèbres qui constituent un site religieux



national, en plus de la visite de la région montagneuse de Bordj-Zemoura, l'une des zones touristiques les plus importantes de cette wilaya. Cette organisation a également programmé un match de football entre ses journalistes membres et leurs confrères activant dans la wilaya, en plus de rendre visite à des enfants malades de l'hôpital spécialisé Rachid - Belahcine, où des cadeaux ont été remis aux enfants malades, sous l'égide d'une entreprise économique privée. Avant le coup d'envoi de "cette caravane depuis Alger, durant le mois de Ramadhan dernier, un tournoi de

football a été organisé en salle avec la participation d'équipes comprenant des journalistes des médias publics et privés", a rappelé M. Tazir. La caravane a fait des haltes chaque semaine dans différentes wilayas, à l'instar de Tlemcen, Annaba, Tizi-Ouzou, Boumerdès et Bouira, avant de se rendre la semaine prochaine à Jijel, a indiqué le responsable de l'ONJSA.

La caravane comprend un groupe de journalistes relevant de divers médias nationaux, publics et privés, ainsi que le président de l'association La Voix des commentateurs sportifs algériens, Saâd Trafi.

Qualifications de la Can-2023
Algérie 2- Ouganda 0 : déclarations

Déclarations recueillies par l'APS à l'issue du match Algérie - Ouganda (2-0, mi-temps 1-0), disputé samedi soir au stade du 5-Juillet pour le compte de la première journée des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations de football, prévue en 2023, en Côte d'Ivoire :

Djamel Belmadi, sélectionneur de l'Algérie: "Ce fut un match difficile, contre un adversaire qui a fermé le jeu, grâce notamment à son bloc-bas. La sélection ougandaise est à la fois solide défensivement et généreuse dans l'effort, ce qui la rend très difficile à manier. D'ailleurs, dans un passé pas si lointain, elle a difficilement perdu contre le Mali, ce qui prouve sa qualité.

Malgré cela, nous avons réussi une bonne performance. Nos joueurs ont su faire le travail, en laissant peu de champ libre à l'adversaire. Nous avons attaqué sans avoir peur de nous faire contrer, et Dieu merci, un résultat probant a été à la clé. Cependant, force est de reconnaître que nous avons aussi une revanche à prendre sur le

sort, notamment, par rapport à ce qui s'est passé au mois de mars dernier. Nous avons vraiment envie de bien faire, et cela a également pesé dans la balance.

Concernant la titularisation de Zeghba, je dirai tout simplement qu'il l'a méritée. Même de notre côté, on voulait l'associer au jeu dans un niveau élevé, et il s'est montré à la hauteur."

Micho Silozovic, sélectionneur de l'Ouganda: "Nous avons très bien démarré le match, en faisant jeu égal avec la sélection algérienne. Mais la suite a été nettement moins bonne, et c'est ce qui a fait que nous perdions finalement. Le premier coup du sort a probablement été l'ouverture du score, que nous avons concédée suite à une erreur d'inattention, après une balle arrêtée.

Un but que nous aurions pu facilement éviter, avec un peu plus de concentration. Le deuxième coup du sort a été ce pénalty raté à la 32^e de jeu.

Un luxe qu'on ne peut pas se permettre dans ce genre de matchs. Un concours de circonstances, qui a sapé le

moral de mes joueurs, au point de devenir nettement moins incisifs en deuxième mi-temps. Certes, là encore, nous avons bien démarré, mais Belaïli, qui a été étincelant aujourd'hui, a réussi une nouvelle fois à faire la différence, sur un exploit individuel.

Il est évident que pour nos débuts dans ces éliminatoires de la Can-2023, nous aurions espéré un meilleur résultat, car cela aurait augmenté nos chances, mais malgré la défaite, je considère que rien n'est encore perdu, surtout que dans l'autre match, le Niger et la Tanzanie se sont neutralisés (1-1). C'est une bonne chose pour nous, et nous allons essayer de l'améliorer encore plus dès mercredi prochain, à Kitende, face au Niger."

Islam Slimani, capitaine de la sélection algérienne: "Ce fut un match difficile, surtout qu'il intervient en fin de saison, à un moment où les joueurs sont complètement épuisés. Malgré cela, je considère que nous avons eu un bon rendement dans l'ensemble, et surtout, que nous avons réussi le plus important, en rempor-

tant la victoire. Nous avons des joueurs expérimentés, qui savent répondre présent au moment opportun. Personnellement, malgré mes 33 ans, je me sens toujours capable d'apporter un plus à l'équipe nationale. L'âge n'est finalement qu'un chiffre, comme en témoignent certains quadragénaires, qui continuent à évoluer au plus haut niveau, et dans les plus grands championnats du monde. En tout cas, personnellement, je ne songe par encore à arrêter.

J'ai déjà passé dix ans en équipe nationale et sans exagérer, je pense pouvoir y prolonger ma carrière jusqu'à quinze ans. Pour finir, je voudrais lancer un appel concernant Ryad Mahrez.

C'est un grand joueur, qui évolue dans un grand club. Pourtant, il n'a jamais dit non à l'équipe nationale. Bien au contraire, il a toujours répondu à l'appel, même lorsqu'il s'agissait d'aller guerroyer en Afrique. Donc, un peu de respect pour ce grand monsieur, qui ne mérite pas tout cet acharnement gratuit."

APS

PRETTY WOMAN



21h00

W9

Redoutable homme d'affaires, Edward Lewis s'est enrichi en rachetant des entreprises en difficulté qu'il revend à bon prix. De passage à Los Angeles, il rencontre par hasard Vivian Ward, une prostituée qui opère sur Hollywood Boulevard. Séduit par sa spontanéité, il l'embauche comme escort. Afin de la rendre plus présentable, il l'envoie chez les grands couturiers. Vivian se prête facilement au jeu.

JURASSIC PARK



21h00

C8

Sur une île au large du Costa Rica, des scientifiques, financés par le milliardaire John Hammond, ont réussi à cloner des animaux préhistoriques. Leur découverte a permis de créer un parc d'attractions peuplé de dinosaures. Avant l'ouverture au public, Hammond demande à Alan et Ellie, deux paléontologues de renom, de cautionner son projet. Mais lors de la première inspection, le système de sécurité se détraque.

MEURTRES AU PARADIS



21h00

2

Le professeur Roger Harkness, éminent archéologue effectuant des fouilles pour trouver un temple arawak, s'écroule, raide mort, devant son adjointe Rebecca et un de ses étudiants, Ed. La cause du décès est rapidement déterminée : il s'agit d'un empoisonnement à l'arsenic, et la coupable, Rebecca, confesse très rapidement. Mais les choses sont-elles réellement aussi simples ? Parker tente d'en avoir le coeur net.

LE JOUR LE PLUS LONG



21h00

3

En mai 1944, rassemblées dans le sud de l'Angleterre, les Forces alliées attendent l'ordre de débarquer en Normandie. Le 6 juin, alors que le maréchal allemand Rommel ne se doute de rien, les premiers commandos aéroportés, qui comptent dans leurs rangs le lieutenant-colonel Vandervoort et le général Cota, sont parachutés sur le Cotentin, à Sainte-Mère-Eglise. Le gros des troupes arrive par bateaux.



LA SÉLECTION DE MIDI LIBRE

LES AUTRES



21h00

arte

En 1945, alors que la Seconde Guerre mondiale est terminée, Grace attend le retour de Charles, son mari, parti à la guerre. Dans une demeure victorienne isolée sur l'île de Jersey, cette jeune femme pieuse élève seule ses deux enfants, Anne et Nicholas, atteints d'une maladie qui leur interdit de s'exposer à la lumière du jour. Un matin brumeux, madame Mills, qui a servi les anciens propriétaires, se présente à Grace avec monsieur Tuttle, jardinier, et Lydia, jeune sourde-muette. Ils prennent leur service. Bientôt des phénomènes étranges se produisent.

LIMYÈ BA YO



21h00

4

Limyè Ba Yo (« Honorons-les » en créole) est un concert hommage, organisé pour la journée de commémoration des victimes de l'esclavage colonial, le 23 mai. Au programme : du partage, de la musique et de la fraternité ! Chanteurs et musiciens unissent leurs talents afin de rendre hommage aux victimes de l'esclavage. Autour du groupe DéChenNé dirigé par Tony Chasseur et Thierry Vaton, ce concert rassemblera une pléiade d'artistes. Un hommage sera rendu à Jacob Desvarieux membre du groupe Kassav' qui a soutenu et encouragé la création de cet événement.

RECHERCHE APPARTEMENT OU MAISON



22h45

6

Sylvie et Philippe. Les deux retraités se connaissent enfants puis se sont perdus de vue. Depuis leurs retrouvailles il y a quatre ans, ils vivent le grand amour mais à distance. Sylvie vit dans le Morbihan et Philippe à Lille. Ils cherchent un petit appartement parisien. Nathaly et Pierrick. Nathaly et Pierrick, 37 ans tous les deux, vivent à Genas, dans la banlieue de Lyon. Ils souhaitent acheter une maison avec un jardin. Maëlle et Xavier. Ces deux teneurs parisiens se sont installés à Bordeaux il y a environ un an. Ils veulent y faire leur première acquisition.

LE NOUVEAU STAGIAIRE



21h00

TF1

Ben Whittaker, veuf, fait tout pour mener malgré tout une vie bien remplie. Mais pas assez à son goût, et le septuagénaire postule pour être stagiaire dans un site Internet de mode. Au bout de quelques jours, Ben, un homme très organisé, est choisi pour être l'assistant personnel de Jules Ostin, la jeune fondatrice de la société très prometteuse. Celle-ci, qui n'est pas à l'aise avec les personnes âgées, est un peu réticente au départ.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Libre
Quotidien national d'information

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.



Horaires des prières pour Alger et ses environs

Fajr	03:39
Dohr	12:47
Asr	16:38
Maghreb	20:06
Icha	21:54

SAHARA OCCIDENTAL Berlin soutient une solution conforme à la légalité internationale

Le gouvernement allemand, par le biais du ministère des Affaires étrangères, a réaffirmé vendredi son soutien aux efforts des Nations unies pour parvenir à "une solution juste et durable au conflit au Sahara occidental." Le gouvernement fédéral "continue de soutenir les efforts des Nations unies pour parvenir à une solution juste, viable, durable et mutuellement acceptable du conflit, sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité", a indiqué le ministère des Affaires étrangères, dans un communiqué publié sur le site internet du Parlement. Du point de vue du gouvernement fédéral, le statut final du Sahara occidental, en vertu du droit international, "n'est toujours pas clair", a-t-il écrit dans une réponse à une question de Die Linke, le parti de gauche allemand au Parlement. Le Sahara occidental est un territoire non autonome en vertu de l'article 73 de la Charte des Nations unies, est-il ajouté. "Le territoire non autonome du Sahara occidental et le territoire du royaume du Maroc sont soumis à des systèmes juridiques internationaux différents et doivent donc être considérés séparément", rappelle la même source. Réagissant à cette "position historique", l'ambassadeur sahraoui au Botswana, Ma Al-Aïnine Lakehal, indique au micro de la chaîne 3, de la Radio algérienne, que cette sortie du département ministériel "intervient à juste titre pour rappeler que l'Allemagne ne reconnaît pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental et que ce conflit est celui de la décolonisation des territoires sahraouis", ajoutant que Berlin "soutient l'Onu pour résoudre cette question selon la légalité internationale." Selon le diplomate Lakehal "l'Allemagne considère toujours le Maroc une puissance d'occupation et que la résolution de ce conflit doit passer par la doctrine des Nations unies, comme cela a été le cas dans toutes les questions de décolonisation en Afrique."

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL AMARA A-T-IL FAIT SES ADIEUX AUX FENNECS ?



Le président de la Fédération algérienne de football, Charaf-Eddine Amara, est bien décidé à ne pas aller au bout de son mandat. Après le match face à l'Ouganda, il s'est réuni avec les joueurs et le staff technique pour faire ses adieux. Une réunion qui s'est déroulée au centre technique national de Sidi-Moussa, en présence du manager général de la Fédération algérienne de football, Djahid Zefizef, ainsi que le chargé de communication, Salah-Bey Aboud. 48 heures après l'élimination de la sélection nationale, de la prochaine coupe du monde le 29 mars dernier, Charaf-Eddine Amara avait annoncé sa démission de la présidence de la Fédération algérienne de football. Mais jusqu'au moment où nous mettons sous presse, il poursuit ses fonctions le plus normalement du monde. Cela a ouvert les portes aux spéculations quant à l'envie du président démission-

naire de revenir sur sa décision. Mais, visiblement, il tient à sa démission. En effet, il a rencontré les joueurs ainsi que le staff technique des Verts, à sa tête, le sélectionneur national Djamel Belmadi, au centre technique national de Sidi-Moussa. Une réunion qui s'est déroulée avec la présence du manager général de la FAF, Djahid Zefizef, ainsi que le chargé de communication et relation médias, Salah-Bey Aboud. Selon nos confrères d'*El-Khabar*, le président démissionnaire a fait ses adieux aux présents. Il leur a également souhaité bonne chance pour la suite du parcours dans les éliminatoires pour la Can-2023, mais aussi pour les prochaines échéances.

L'AG électorale le 7 juillet prochain

L'assemblée générale ordinaire de la fédération algérienne de football aura lieu le

16 juin prochain. Elle aura comme ordre du jour l'adoption des bilans moral et financier.

Les membres du bureau fédéral vont entériner, à l'occasion, la démission de Charaf-Eddine Amara de la présidence de la FAF.

Lors de l'AGO du 16 juin prochain, les membres du BF vont également préparer l'assemblée générale électorale. Cette dernière aura lieu le 7 juillet prochain pour élire le nouveau président de la FAF. Ce sera l'occasion de connaître le successeur de Charaf-Eddine Amara à la tête de la première instance du football national. À rappeler que, pour le moment, seul Amar Bahloul a annoncé sa candidature pour la présidence de la FAF. On parle également de Walid Sadi ou encore Djahid Zefizef comme des potentiels successeurs à Amara. Mais sans pour autant qu'il y ait du concret.

FACE À LA DEMANDE GRANDISSANTE

Air Algérie renforce ses dessertes

Face à la demande grandissante des usagers en cette saison estivale, la compagnie aérienne Air Algérie a décidé de programmer des vols supplémentaires pour satisfaire le réseau de transport. Selon un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, Air Algérie révèle que conformément aux décisions des autorités relatives au renforcement du programme des vols internationaux, il a été décidé l'ouverture de vols supplémentaires. Il s'agit des dessertes Alger-Vienne-Alger et Oran-Vienne-Oran. Les vols sont programmés tous les mardis et vendredis. Tandis que les vols Alger-Lisbonne-Alger et Oran-Lisbonne-Oran sont programmés tous les mardis et vendredis. Concernant les autres destinations, Air Algérie souligne qu'elle communiquera progressivement les dates d'ouverture des vols.

FACE À LA POLITIQUE DE NORMALISATION ET DE RÉPRESSION DU MAKHZEN LE FRONT SOCIAL NE DÉCOLÈRE PAS AU MAROC

Le front social ne décolère pas au Maroc où de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer la politique de normalisation avec l'entité sioniste et de répression menée par le régime du Makhzen. Confrontés à cette politique de fait accompli imposée par le régime marocain qui ne lésine pas sur les moyens pour museler toutes les voix discordantes, des associations et des opposants ont exprimé leur exaspération face à cette situation. Ainsi, l'Instance marocaine de soutien aux causes de la Oumma a condamné "le tsunami de normalisation" des relations avec l'entité sioniste initié par les autorités marocaines depuis décembre 2020. Dans un communiqué rendu public vendredi, l'instance marocaine a réaffirmé son "rejet catégorique" de cet élan de normalisation avec cette entité criminelle. De son côté, l'Espace marocain des droits humains a dénoncé le recours continu du Makhzen à l'état d'urgence sanitaire, ins-

tauré dans le cadre de la lutte anti-Covid, pour accélérer sa politique de normalisation avec l'entité sioniste dans tous les domaines et réduire à néant les droits et libertés fondamentaux des Marocains. Dans un communiqué sanctionnant les travaux de la session extraordinaire de son Bureau national consacrés à l'évaluation de la situation des droits de l'Homme au royaume, l'association a condamné "fermement" l'interdiction par les autorités du pays de la marche du Front social marocain à laquelle il a appelé, dimanche dernier, dans le but de dénoncer la normalisation et la flambée des prix touchant l'ensemble des produits de base et les carburants. Pour sa part, le chef du groupe parlementaire du Parti de la Justice et du développement (PJD), Abdellah Bouanou, a tenu à souligner le traitement "désastreux" auquel sont confrontés les voix critiques au Maroc. L'Observatoire marocain contre

la normalisation a, quant à lui, dénoncé l'ouverture à Rabat et Casablanca de bureaux d'une chaîne d'information sioniste. Dans un communiqué signé par son secrétaire général, Aziz Henaoui, l'Observatoire marocain a condamné le lieu choisi pour accueillir la cérémonie d'inauguration, déplorant "un crime de profanation du site archéologique du Chellah", à Rabat. Selon l'Observatoire marocain, le choix du site du Chellah à Rabat pour cette cérémonie par les "architectes du sionisme n'est pas fortuit et avait pour but de profaner" le site archéologique à cause de son lien historique avec la Palestine. "La cérémonie, à travers son ampleur, la nature de ses participants et les messages véhiculés, a fait apparaître beaucoup d'éléments et d'indices de l'agenda sioniste global pour le pays", ajoute l'observatoire, tout en se demandant si les Marocains accepteront "ce message du sionisme".